



## Conseil économique et social

Distr. générale  
27 avril 2018  
Français  
Original : anglais

---

### Session de 2018

27 juillet 2017-26 juillet 2018

Point 15 de l'ordre du jour

Coopération régionale

## Situation économique et perspectives de l'Amérique latine et des Caraïbes pour la période 2017-2018

### Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre ci-joint un rapport de synthèse sur la situation économique et les perspectives de l'Amérique latine et des Caraïbes pour la période 2017-2018.



## Situation économique et perspectives de l'Amérique latine et des Caraïbes pour la période 2017-2018

[Original : anglais et espagnol]

### Résumé

Après deux années de contraction du produit intérieur brut (PIB) de la région, la croissance économique est redevenue positive en 2017 (1,3 %), en raison de la hausse de la demande intérieure et du volume des exportations. La demande intérieure a crû de 2,1 % en moyenne, suite à une augmentation de toutes ses composantes, en particulier la consommation et l'investissement privés.

La reprise lente mais constante de la croissance économique en Amérique latine et dans les Caraïbes est intervenue dans un contexte plus favorable en ce qui concerne l'économie réelle et le secteur financier, du fait que les économies avancées comme les économies émergentes ont progressé plus rapidement qu'en 2016, que la région a continué de profiter de taux de change internationaux historiquement bas et que les cours des produits de base ont plus que rebondi après s'être effondrés en 2016. La faible croissance du commerce mondial, qui reste bien en-deçà des moyennes historiques malgré un taux de croissance plus élevé en 2016 qu'en 2017, continue cependant de susciter des préoccupations.

Pour ce qui est du secteur extérieur, le déficit courant de la balance des paiements a été ramené de 1,9 % en 2016 à 1,5 % en 2017, du fait de la forte hausse de la valeur des exportations, qui s'explique principalement par l'augmentation des exportations brésiliennes en 2017.

Au cours des 10 premiers mois de 2017, le taux d'inflation moyen en Amérique latine et dans les Caraïbes a suivi la tendance baissière amorcée au milieu de 2016, passant de 7,3 % en décembre 2016 à 5,7 % en décembre 2017. Les niveaux d'inflation enregistrés par la région à la fin de 2017 ont été les plus bas jamais atteints depuis la fin de 2013. Malgré cette tendance baissière, une légère augmentation a été enregistrée depuis juillet 2017, mettant un terme à 13 mois consécutifs de recul de l'inflation dans la région.

Malgré la lenteur de la reprise économique en 2017, le taux de chômage dans les villes d'Amérique latine et des Caraïbes a continué d'augmenter, quoiqu'à un rythme plus lent que l'année précédente, passant de 8,9 % en 2016 à 9,3 % en 2017. Ainsi, l'augmentation cumulée du taux de chômage entre 2014 et 2017 a été de 2,4 %, ce qui correspond à 7 millions de personnes (le nombre de chômeurs passant de 15,8 millions à 22,8 millions) dans les villes de la région. En outre, la qualité moyenne de l'emploi a de nouveau baissé au cours de la même période, à cause du faible nombre d'emplois salariés créés.

Cette situation, marquée par des perspectives mondiales légèrement optimistes, une croissance lente mais constante, un ralentissement sur les marchés du travail et des tendances inflationnistes divergentes entre le nord et le sud de la région, continue de poser des problèmes au niveau macroéconomique. L'assainissement des finances publiques a continué de caractériser les politiques budgétaires de la région en 2017, malgré les écarts constatés entre les pays en ce qui concerne la dette et les déficits. Ainsi, le déficit primaire moyen de la région est passé de -1 % du PIB en 2016 à -0,7 % en 2017, du fait notamment d'une réduction des dépenses publiques primaires qui, conjuguée à une légère augmentation des recettes fiscales, a permis d'assurer le paiement du service de la dette.

Pour ce qui est des politiques monétaires et de change, l'inflation continue de déterminer la marge de manœuvre dont disposent les autorités monétaires pour stimuler la demande intérieure globale. En Amérique du Sud et dans les pays non hispanophones des Caraïbes, la chute des taux d'inflation a ouvert la voie à des politiques monétaires plus expansionnistes, tandis qu'en Amérique centrale et au Mexique, les politiques monétaires ont été axées sur la maîtrise de la hausse générale des prix. Les taux de change ont été notablement stables en 2017.

La conjoncture économique régionale restera favorable en 2018 tant dans l'économie réelle que dans le secteur monétaire, avec un PIB régional moyen en augmentation de 2,2 % selon les estimations, lesquelles sont largement fondées sur les prévisions de croissance du Brésil (2,2 %). L'économie mondiale devrait continuer de croître à des taux proches de ceux enregistrés en 2017, et on s'attend à ce que les économies émergentes fassent mieux que les économies avancées. Sur le plan monétaire, le volume des liquidités restera élevé et les taux d'intérêt internationaux demeureront faibles. Ces perspectives encourageantes offrent aux pays d'Amérique latine et des Caraïbes la possibilité d'adopter des politiques économiques propres à prolonger la phase d'expansion du cycle économique. Cependant, il existe toujours des risques liés au rythme et à la portée de la normalisation de la politique monétaire dans les pays en développement, ainsi qu'au rythme de la reprise des échanges commerciaux mondiaux.

## Table des matières

	<i>Page</i>
Introduction . . . . .	4
A. Secteur externe . . . . .	4
B. Activité économique . . . . .	11
C. Prix sur les marchés nationaux . . . . .	14
D. Emploi et salaires . . . . .	15
E. Politique budgétaire . . . . .	21
F. Politiques monétaires et politiques de taux de change . . . . .	26
G. Perspectives pour 2018 . . . . .	31

## Introduction

1. En 2017, Le PIB régional a augmenté pour la première fois en trois ans, confirmant ainsi le renversement de tendance qui s'est enclenché au dernier trimestre de 2016. Bien qu'il existe des différences entre pays et sous-régions et que les taux de croissance restent faibles, la situation s'est améliorée partout en Amérique latine et dans les Caraïbes par rapport à 2016, grâce à la reprise de la consommation privée et, après plusieurs années de contraction, de l'investissement, lesquels ont été des moteurs de la demande intérieure. Toutefois, la détérioration persistante du marché du travail, marquée par la hausse du taux de chômage dans les villes de la région et la baisse de la qualité moyenne de l'emploi, continue de susciter des préoccupations.

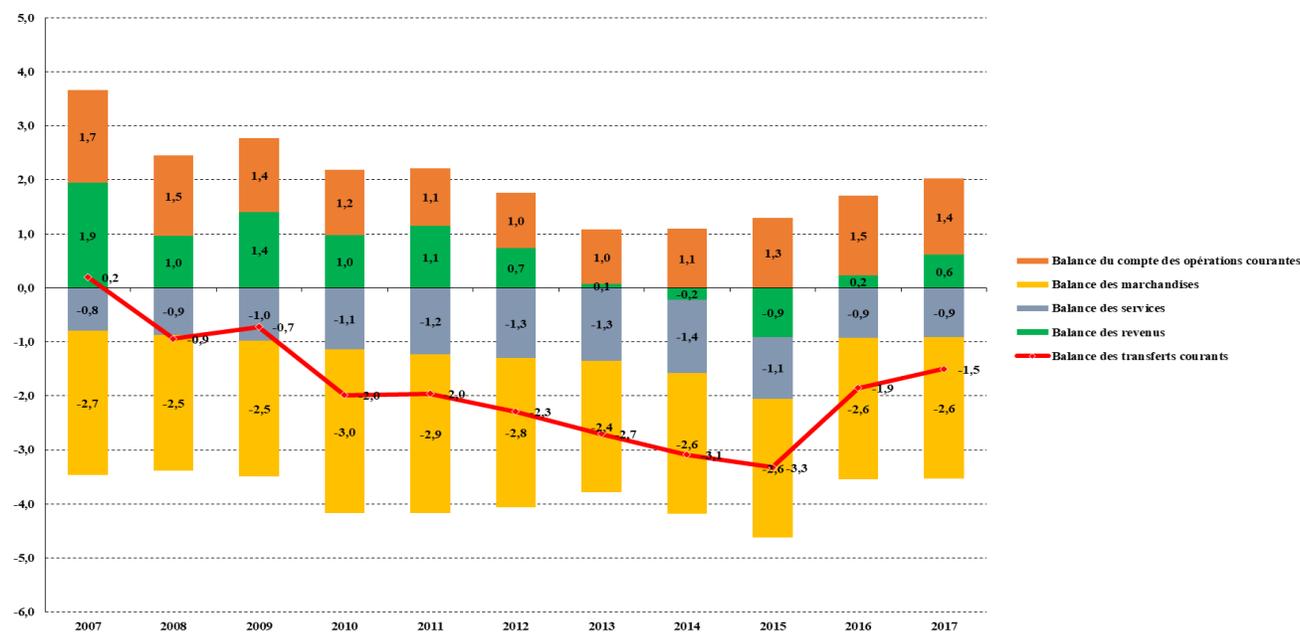
2. Le présent rapport sur la situation économique et les perspectives de l'Amérique latine et des Caraïbes pour la période 2017-2018 est divisé en sept parties. Les six premières présentent une synthèse des résultats économiques enregistrés dans la région en 2017 dans les domaines suivants : i) secteur externe ; ii) activité économique ; iii) prix sur les marchés intérieurs ; iv) emploi et salaires ; v) politique budgétaire ; vi) politiques monétaires et de change. Enfin, la septième partie contient une analyse des tendances et des perspectives pour 2018.

### A. Secteur externe

3. Le déficit courant de la région s'est contracté pour la deuxième année consécutive, passant de 1,9 % du PIB en 2016 à 1,5 % en 2017 (voir fig. 1), en raison notamment de la réduction, de presque 1 % du PIB, du déficit au Brésil, suite à une forte augmentation des exportations.

Figure 1  
Amérique latine (19 pays) : compte courant de la balance des paiements par composantes, 2007-2017<sup>a</sup>

(En pourcentage du PIB)



Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), d'après les chiffres officiels.

<sup>a</sup> Les chiffres pour 2017 sont provisoires.

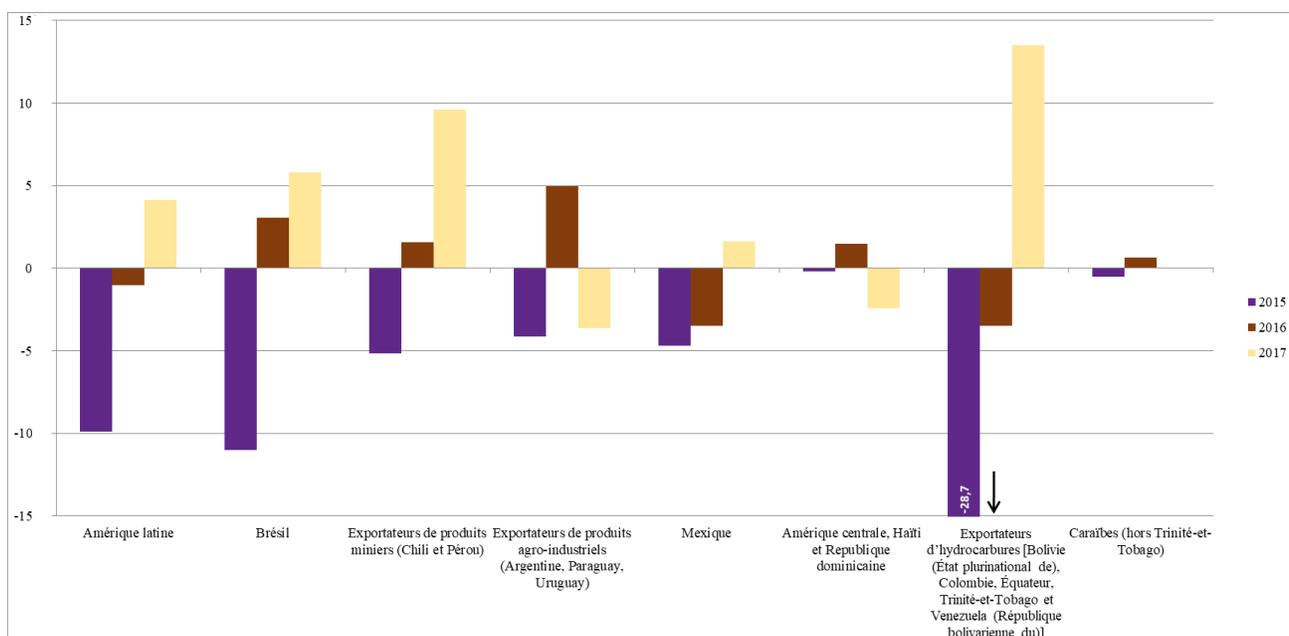
4. La plupart des pays ont vu leur balance commerciale et leurs transferts s'améliorer, grâce notamment aux envois de fonds des migrants, lesquels ont été en partie contrebalancés par le paiement d'intérêts plus élevés à l'étranger et par le rapatriement des bénéfices opéré par les multinationales.

5. Le redressement des prix des principaux produits d'exportation de la région en 2017 a entraîné une amélioration des termes de l'échange de 4 % par rapport à 2016 (voir fig. 2). Ce sont les pays exportateurs d'hydrocarbures, dont les termes de l'échange se sont renforcés de 13 %, qui ont le plus bénéficié de cette remontée. Les exportateurs de produits miniers ont également vu leurs termes de l'échange s'améliorer de 10 %. Les prix des produits agricoles ayant peu progressé et ceux des produits énergétiques et d'autres biens intermédiaires ayant augmenté, les exportateurs ont enregistré une dégradation de 4 % de leurs termes de l'échange en 2017. Il en a été de même dans les pays d'Amérique centrale et des Caraïbes, où les termes de l'échange se sont détériorés de 2 %.

Figure 2

### Amérique latine et Caraïbes (pays et groupes de pays retenus) : taux de variation des termes de l'échange, 2015-2017<sup>a</sup>

(En pourcentage)



Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), d'après les chiffres officiels.

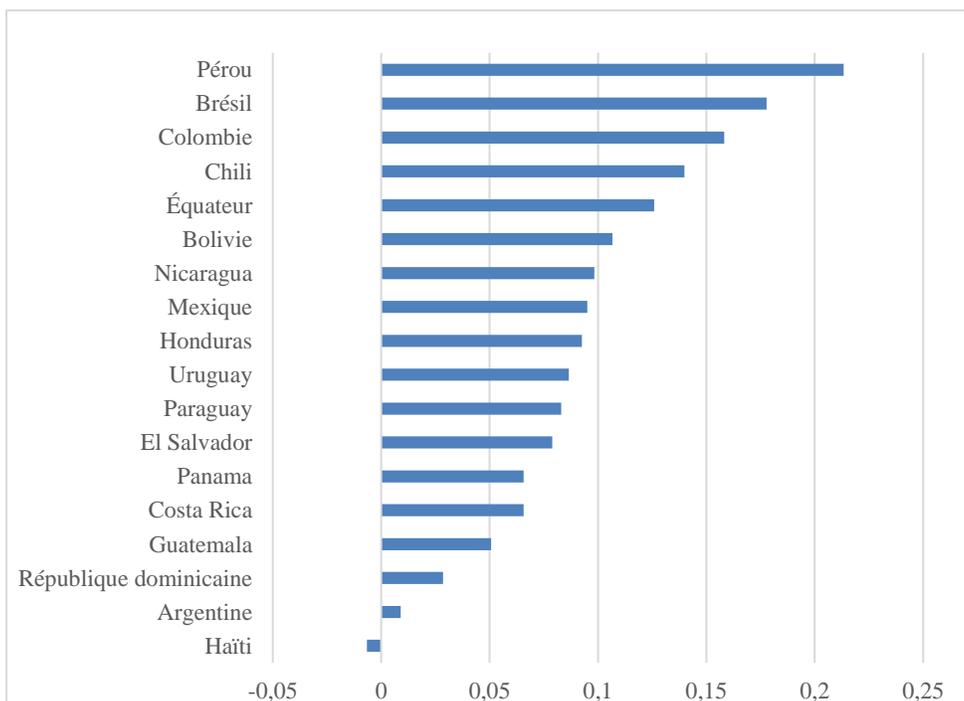
<sup>a</sup> Les données pour 2017 sont provisoires.

6. La hausse des prix des produits de base, conjuguée à la croissance du commerce mondial et régional, ont entraîné une augmentation des exportations des pays d'Amérique latine, lesquelles ont progressé de 11 % après quatre années de baisse. Le Brésil, en particulier, a enregistré un bond de 18 %. Une fois de plus, ce sont les pays exportateurs de minerais et les pays exportateurs d'hydrocarbures qui ont le plus profité de la hausse des prix, la valeur de leurs exportations ayant augmenté de 17 % et de 12 % respectivement. Les pays dont les exportations sont dominées par les produits agricoles ont connu une hausse de 3 % de leurs ventes sur le marché international. Au Mexique, la hausse des cours du pétrole brut et l'amélioration des exportations de produits manufacturiers ont stimulé les exportations de ce pays, qui

ont augmenté de 10 %. Les pays d'Amérique centrale ont vu leurs exportations progresser de 6 %, grâce essentiellement à l'augmentation des volumes de celles-ci.

Figure 3  
**Amérique latine et Caraïbes (pays et groupes de pays retenus) :**  
**taux de variation des exportations de marchandises en 2017<sup>a</sup>**

(En pourcentage)



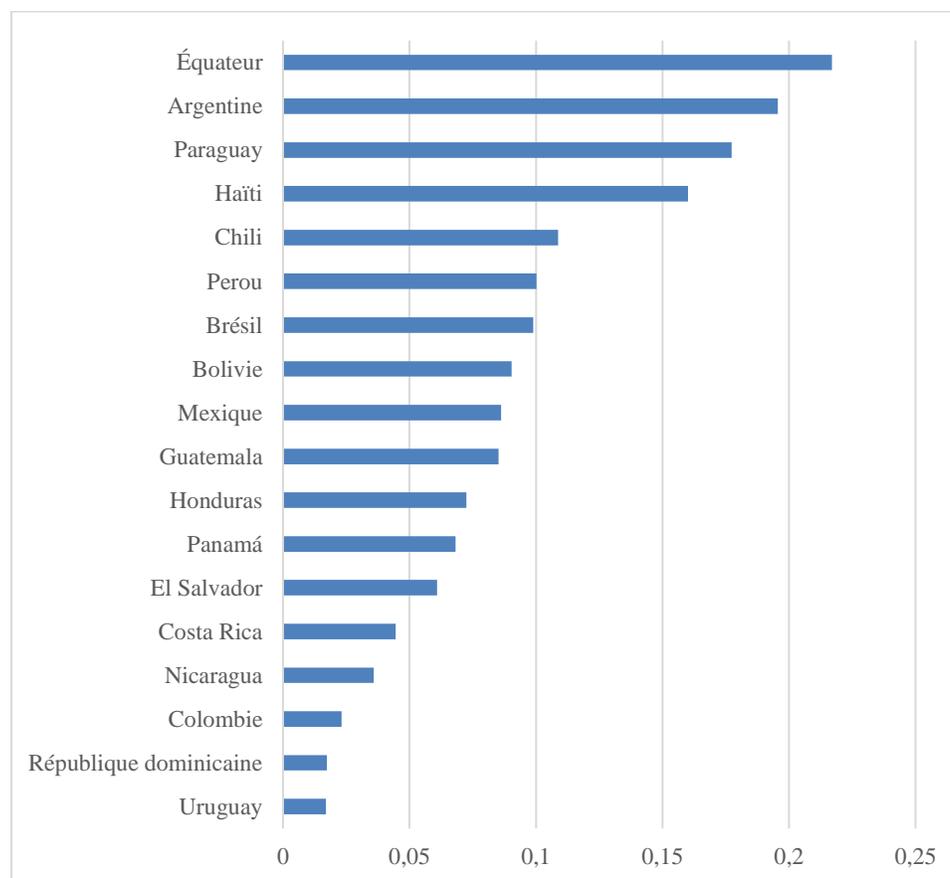
Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC).

<sup>a</sup> Données préliminaires.

7. Les importations de marchandises ont progressé de 9 % en 2017 par rapport à l'année précédente. À l'exception de la République bolivarienne du Venezuela, tous les pays de la région ont vu leurs exportations augmenter, ce qui témoigne d'une reprise de l'activité économique et résulte de circonstances particulières telles que la levée des mesures de contrôle des importations en Équateur à la mi-2017. Parallèlement, la hausse des prix des produits de base, notamment ceux des produits énergétiques, et l'augmentation des volumes, expliquent l'augmentation prévue de 6 % des importations en Amérique centrale.

Figure 4  
**Amérique latine et Caraïbes (pays et groupes de pays retenus) : variation du taux des importations de marchandises en 2017<sup>a</sup>**

(En pourcentage)



Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC).

<sup>a</sup> Données préliminaires.

8. Si, en 2016, l'amélioration de la balance commerciale de la région a été principalement due à la baisse des importations, en 2017, elle s'explique largement par la hausse des exportations. Ainsi, la région est passée d'un déficit représentant 0,9 % du PIB en 2015 à des excédents équivalant à 0,2 % et à 0,6 % du PIB en 2016 et en 2017 respectivement. En revanche, le déficit du compte des services est resté le même qu'en 2016 (environ 0,9 % du PIB).

9. Pour ce qui est du compte des revenus, le redressement des prix des produits de base a entraîné un accroissement du déficit en valeurs nominales, du fait de l'augmentation du montant des bénéfices rapatriés au titre des investissements étrangers dans les ressources naturelles<sup>1</sup>. Mesuré en pourcentage du PIB, le déficit est toutefois resté de l'ordre de 2,6 %. Dans le même temps, la balance des transferts courants, qui a toujours été un compte positif, a enregistré un excédent de 1,4 % du PIB. En 2017, les envois de fonds des migrants, qui constituent l'essentiel des

<sup>1</sup> Le compte des revenus a été structurellement négatif dans la région, du fait des envois vers l'étranger des bénéfices provenant des investissements étrangers directs ainsi que des intérêts payés au titre de la dette extérieure.

transferts, ont progressé de 9 % en moyenne dans la région, grâce à une croissance économique plus vigoureuse dans les pays d'origine.

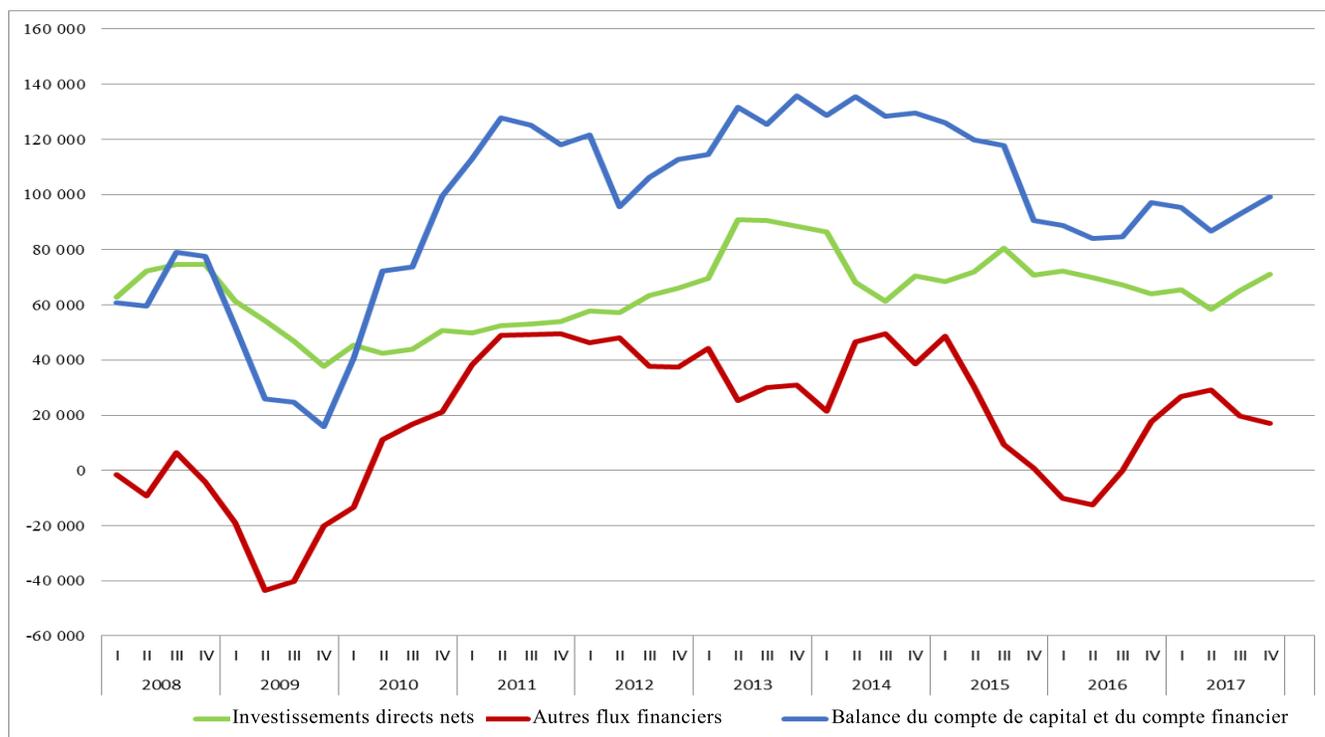
10. En 2017, les flux financiers nets globaux vers la région ont représenté 4 % de moins qu'en 2016, mais ont été suffisants pour couvrir le déficit courant, permettant même d'accumuler des réserves internationales. Les flux nets d'investissements étrangers directs ont augmenté de 4 % en 2017 (voir fig. 5).

Figure 5

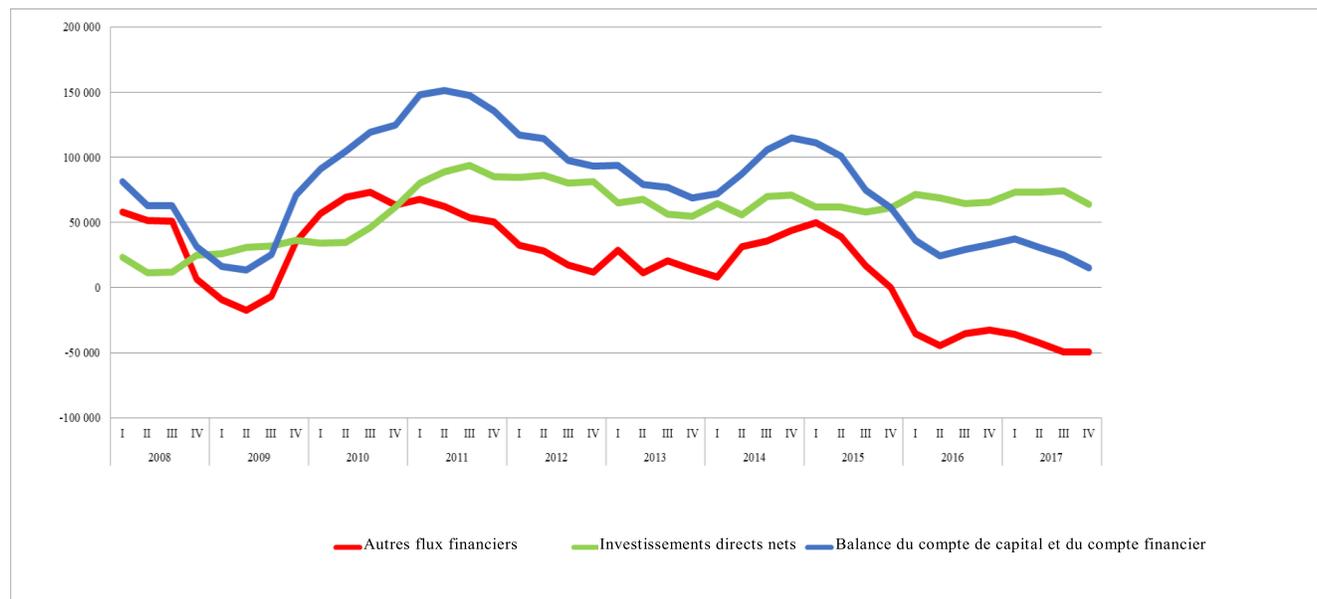
**Amérique latine et Caraïbes (pays retenus) : compte de capital et compte financier, en glissement annuel, du premier trimestre 2008 au quatrième trimestre 2017**

(En millions de dollars)

**A. Amérique Latine (16 pays), hors Brésil**



## B. Brésil



Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), d'après les chiffres officiels.

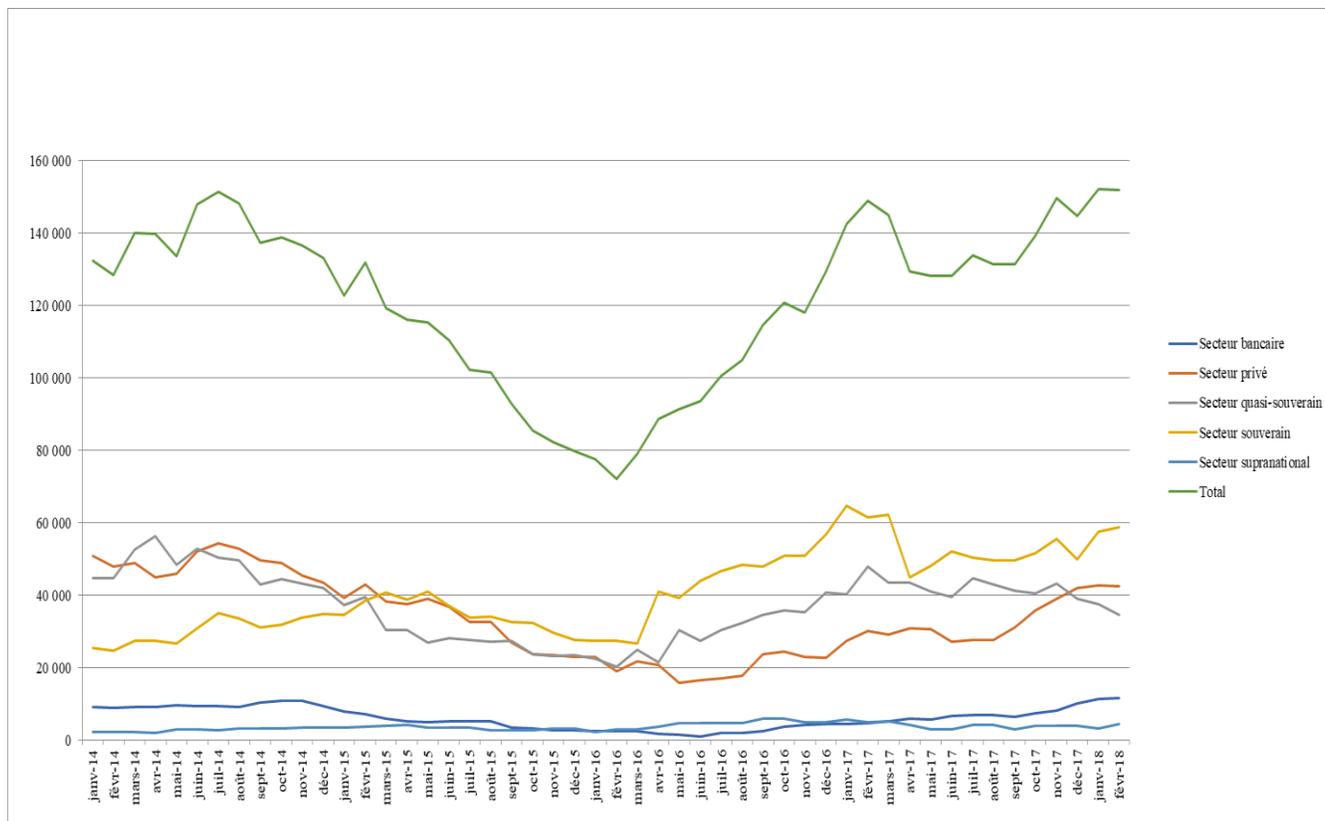
11. Les flux n'appartenant pas à la catégorie des investissements étrangers directs (portefeuilles et autres types de flux d'investissement, pour l'essentiel) ont diminué dans la région, du fait de l'augmentation des sorties de capitaux du Brésil.

12. Les obligations émises par les pays de la région sur les marchés internationaux ont continué d'augmenter, passant à presque 12 % en 2017, en raison d'un appétit accru pour les titres des pays émergents et d'une conjoncture économique plus favorable dans la région. Le secteur bancaire et le secteur des entreprises ont enregistré les plus fortes augmentations d'émissions obligataires, tandis que les autres secteurs ont vu leurs émissions baisser d'année en année<sup>2</sup>.

<sup>2</sup> Le secteur quasi-souverain est notamment constitué de banques de développement publiques et d'entreprises publiques. Le secteur supranational comprend des banques régionales de développement, telles que la Société andine de développement et la Banque centraméricaine d'intégration économique.

Figure 6  
**Amérique latine (15 pays) : obligations émises sur les marchés internationaux, en glissement annuel, de janvier 2014 à février 2018**

(En millions de dollars)

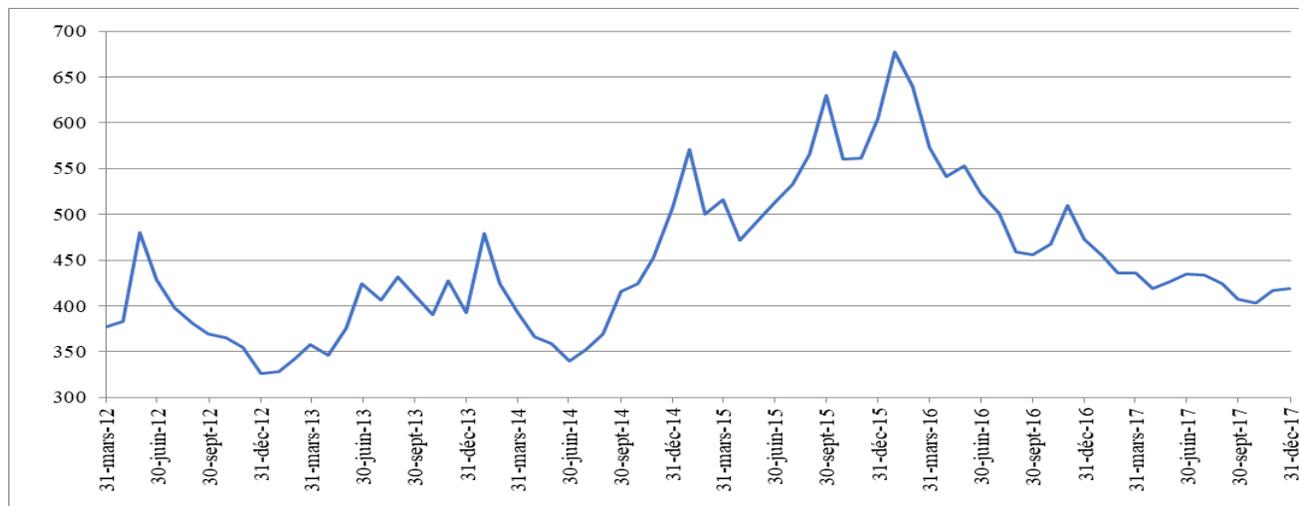


Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), d'après les chiffres officiels provenant de la base de données Latin Finance Bonds.

13. Dans presque tous les pays de la région, le niveau de risque souverain est en recul depuis le début de 2016, comme en témoigne la baisse de l'indice des obligations sur les marchés émergents pour la région (fig. 7), qui s'explique par le retour du calme sur les marchés financiers mondiaux et par l'augmentation des volumes financiers sur les marchés obligataires de la région.

Figure 7  
**Amérique latine (13 pays) : risque souverain selon l'indice des obligations sur les marchés émergents, de janvier 2012 à décembre 2017**

(En points de base)



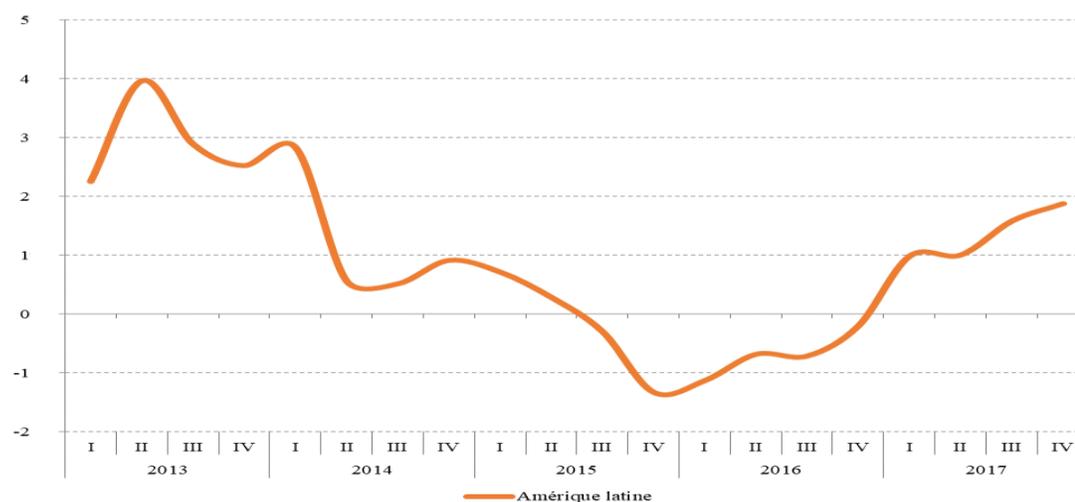
Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), d'après les chiffres de JP Morgan.

## B. Activité économique

14. En 2017, le PIB de la région a augmenté de 1,3 %, tiré par la croissance au Brésil, qui est repartie à la hausse après 12 trimestres de ralentissement. L'accroissement du PIB régional s'est traduit par une augmentation, pour la première fois depuis 2014, du PIB par habitant de la région (+0,3 %).

Figure 8  
**Amérique latine : Évolution en rythme annuel du PIB trimestriel (moyenne pondérée), du premier trimestre 2013 au quatrième trimestre 2017**

(Pourcentages calculés sur la base des prix en dollars constants de 2010)



Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), d'après les chiffres officiels.

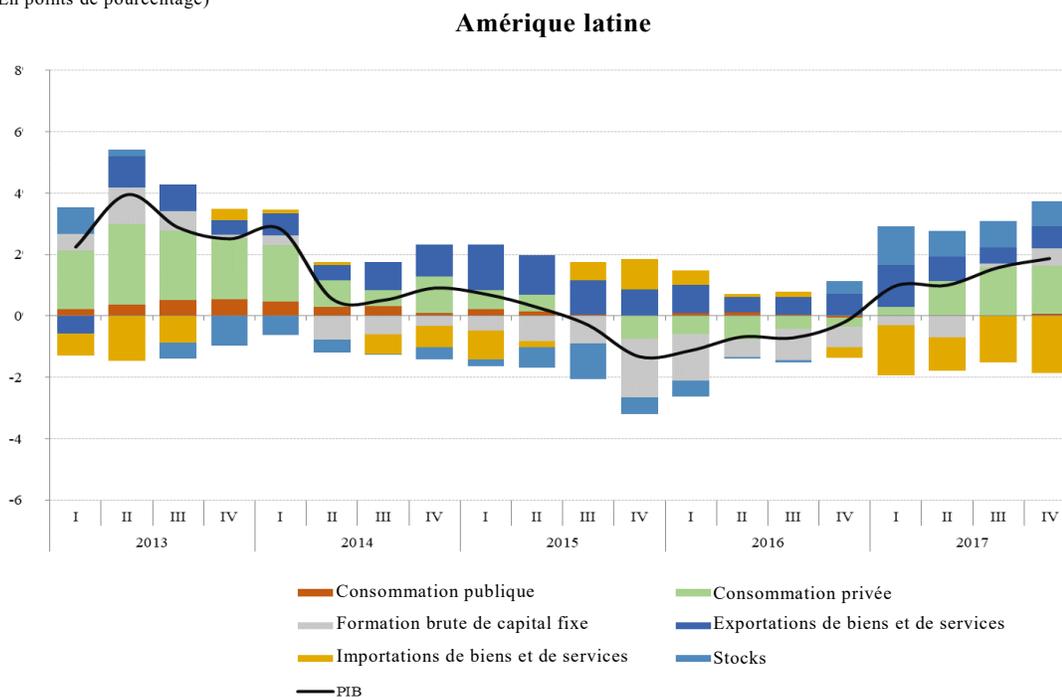
15. Les résultats ont été très différents selon les pays et les sous-régions. Les économies d'Amérique latine ont enregistré une croissance de 0,8 % en 2017, après deux années de ralentissement, tandis que celles d'Amérique centrale, de Cuba, de la République dominicaine et d'Haïti, ont enregistré un taux de croissance moyen de 3,3 %, comme en 2016. Les pays anglophones et néerlandophones des Caraïbes ont connu des taux de croissance moyens de 0,1 % en 2017, chiffre qui témoigne des dégâts causés par les ouragans Irma et Maria.

16. Ces résultats s'expliquent par la hausse de la consommation, des investissements et de la demande extérieure. Au cours de cette période, les investissements ont augmenté de 5,3 %, dopés par l'accroissement des stocks ; la consommation privée a progressé de 1,8 %, du fait notamment de la hausse des salaires réels, tandis que la consommation publique a augmenté de 0,2 % (voir fig. 9).

Figure 9

**Amérique latine : taux de croissance du PIB et contribution des composantes des dépenses à la croissance, du premier trimestre 2013 au quatrième trimestre 2017**

(En points de pourcentage)



Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), d'après les chiffres officiels.

17. La conjoncture internationale plus encourageante et l'amélioration des résultats concernant la demande intérieure ont favorisé la hausse des importations et des exportations. Cependant, du fait de l'augmentation considérable des importations, la contribution nette des exportations au PIB au cours des trois premiers trimestres de 2017 a été négative, s'établissant à -0,9 %.

18. Le contraste marqué qui existait entre les tendances observées dans les pays d'Amérique du Sud et dans ceux du groupe constitué par l'Amérique centrale, la République dominicaine et le Mexique depuis 2013 a commencé à s'estomper au premier trimestre de 2017. Alors que les économies d'Amérique du Sud ont commencé à se redresser vers la fin de 2016, celles d'Amérique centrale, de la République dominicaine et du Mexique ont poursuivi sur la voie tracée depuis ces

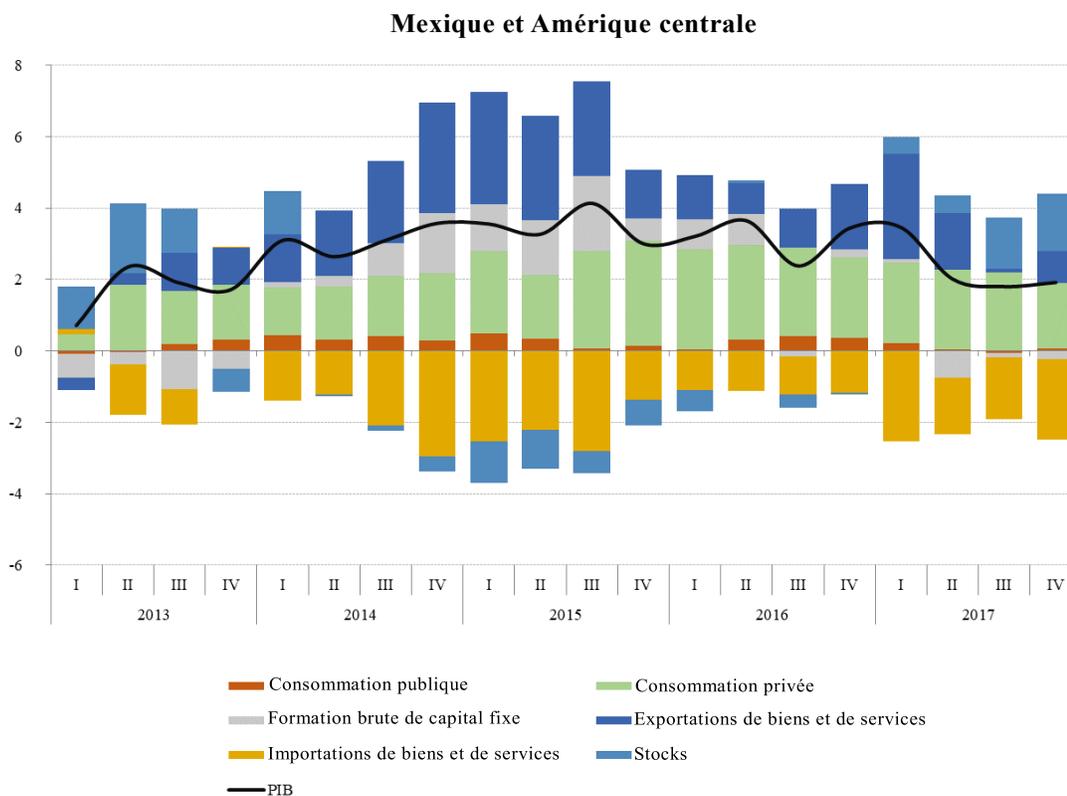
dernières années. En Amérique du Sud, les facteurs qui ont le plus contribué au PIB ont été la relance des investissements et, dans une moindre mesure, la reprise de la consommation privée et des exportations. En revanche, dans le nord de la région, la croissance a été dopée par les contributions de la consommation privée et des exportations (voir fig. 10).

19. La formation brute de capital fixe de la région a augmenté de 0,7 % au troisième trimestre de 2017 et de 2,9 % au quatrième trimestre, après avoir été en baisse pendant 13 trimestres consécutifs, en raison de la chute de la formation brute de capital fixe enregistrée en Amérique du Sud, notamment au Brésil. Cependant, au cours des troisième et quatrième trimestres de 2017, l'Amérique du Sud a vu sa formation brute de capital fixe croître de 1,3 % et de 5 %, respectivement. À l'inverse, la formation brute de capital fixe en Amérique centrale, en République dominicaine et au Mexique s'est contractée de 0,2 % et de 0,4 %, respectivement, au cours des mêmes périodes.

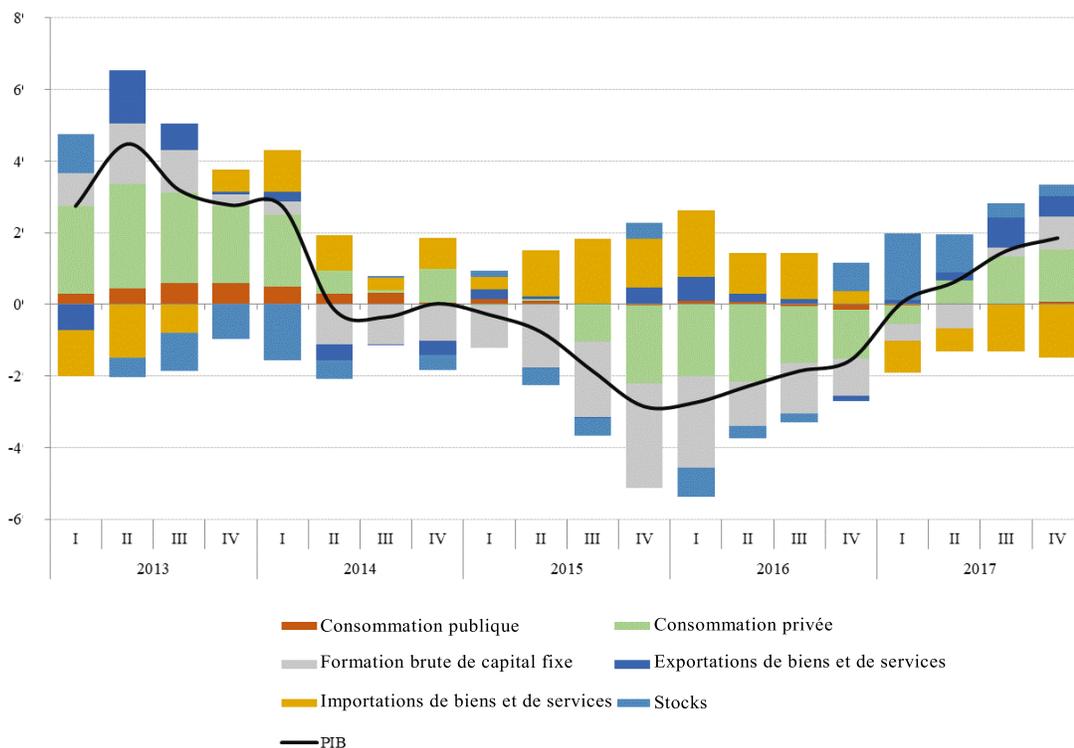
Figure 10

**Amérique latine (groupes de pays retenus) : taux de croissance du PIB et contribution des composantes des dépenses à la croissance, du premier trimestre 2013 au quatrième trimestre 2017**

(En points de pourcentage)



## Amérique du Sud



Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), d'après les chiffres officiels.

20. L'augmentation de la consommation privée explique également la croissance du secteur commercial. De même, la relance du secteur extérieur, conjuguée au regain de dynamisme de la demande intérieure, a contribué à la croissance des secteurs du transport et des communications ainsi que de l'industrie manufacturière.

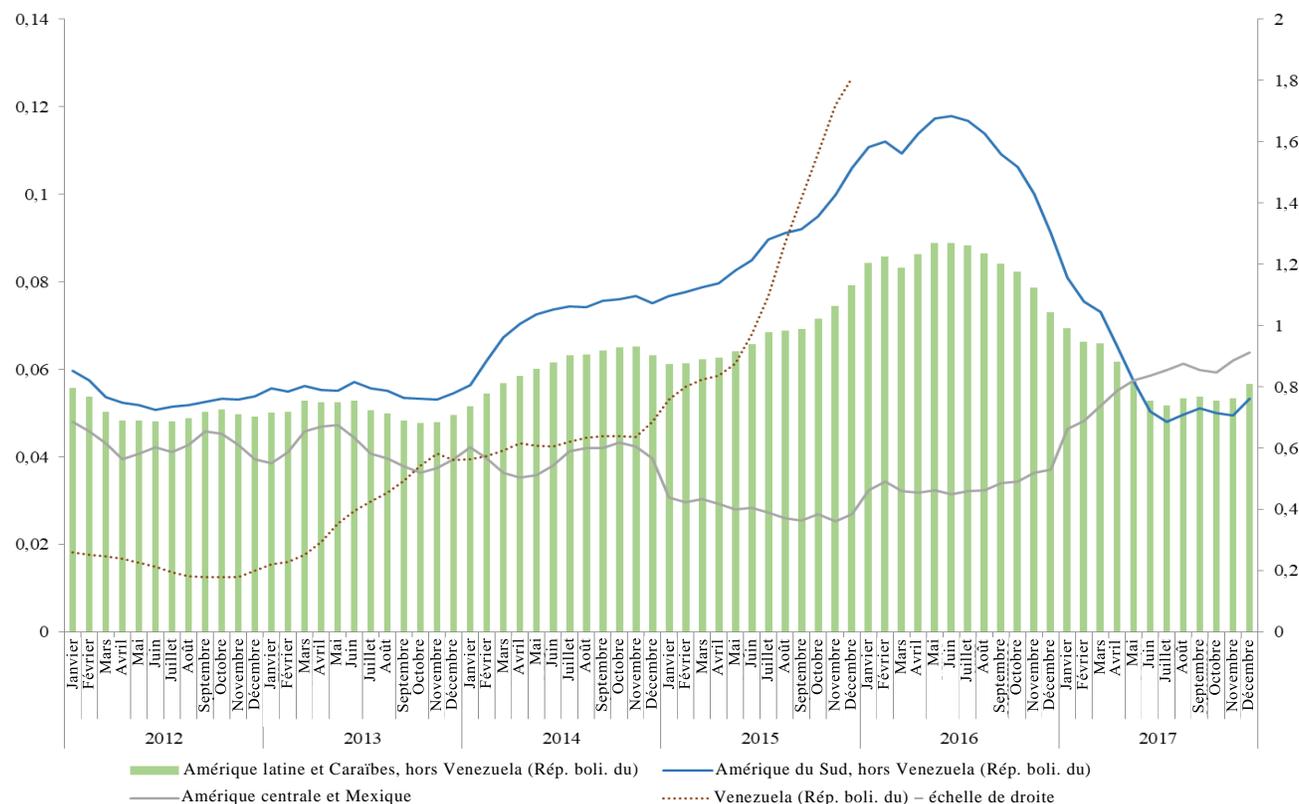
21. En revanche, la contribution des secteurs des industries extractives et de l'exploitation de carrières à la croissance du PIB a été négative.

### C. Prix sur les marchés nationaux

22. En 2017, l'inflation moyenne en Amérique latine et dans les Caraïbes, à l'exclusion de la République bolivarienne du Venezuela, a poursuivi la baisse amorcée au milieu de 2016. Elle a diminué de 1,6 point de pourcentage sur une période de 12 mois, passant de 7,3 % en décembre 2016 à 5,7 % en décembre 2017. En fait, à la fin de 2017, le taux d'inflation pour la région était à son niveau le plus bas depuis 2013. Parallèlement, la légère augmentation constatée depuis le milieu de 2017 marque la fin d'une période de 13 mois consécutifs de baisse du taux d'inflation.

Figure 11  
**Amérique latine et Caraïbes : taux de variation de l'indice des prix à la consommation (IPC)  
sur l'année (moyennes pondérées), de janvier 2014 à février 2017**

(En pourcentage)



Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), d'après les chiffres officiels.

23. Les tendances inflationnistes varient nettement d'une sous-région à l'autre. Ainsi, l'inflation a chuté de 3,8 points de pourcentage en Amérique du Sud, passant de 9,1 % en décembre 2016 à 5,3 % en décembre 2017, tandis que, dans les Caraïbes, elle a diminué de 1,9 point de pourcentage, passant de 5,6 % en novembre 2016 à 3,7 % en novembre 2017; en Amérique centrale et au Mexique, le taux d'inflation a augmenté de 2,7 points, passant de 3,7 % en décembre 2016 à 6,4 % en décembre 2017. La fluctuation des taux de change et les politiques monétaires sont à l'origine de ces différences. Bien que la revalorisation de la monnaie dans les pays du sud du continent ait contribué à faire baisser les prix, la dévalorisation des monnaies dans le groupe composé des pays d'Amérique centrale et du Mexique a fait repartir l'inflation à la hausse dans ces pays. Il convient d'ajouter à cela les politiques désinflationnistes mises en œuvre en Argentine, au Brésil, en Colombie et au Suriname.

## D. Emploi et salaires

24. En 2017, la région a connu une augmentation du taux de chômage et une détérioration de la qualité moyenne des emplois, mais de manière moins marquée qu'en 2016. Le taux de chômage urbain en Amérique latine et dans les Caraïbes est passé de 8,9 % en 2016 à une moyenne de 9,3 % en 2017. De ce fait, la région a enregistré depuis 2014 une hausse cumulée du taux de chômage de 2,4 points de

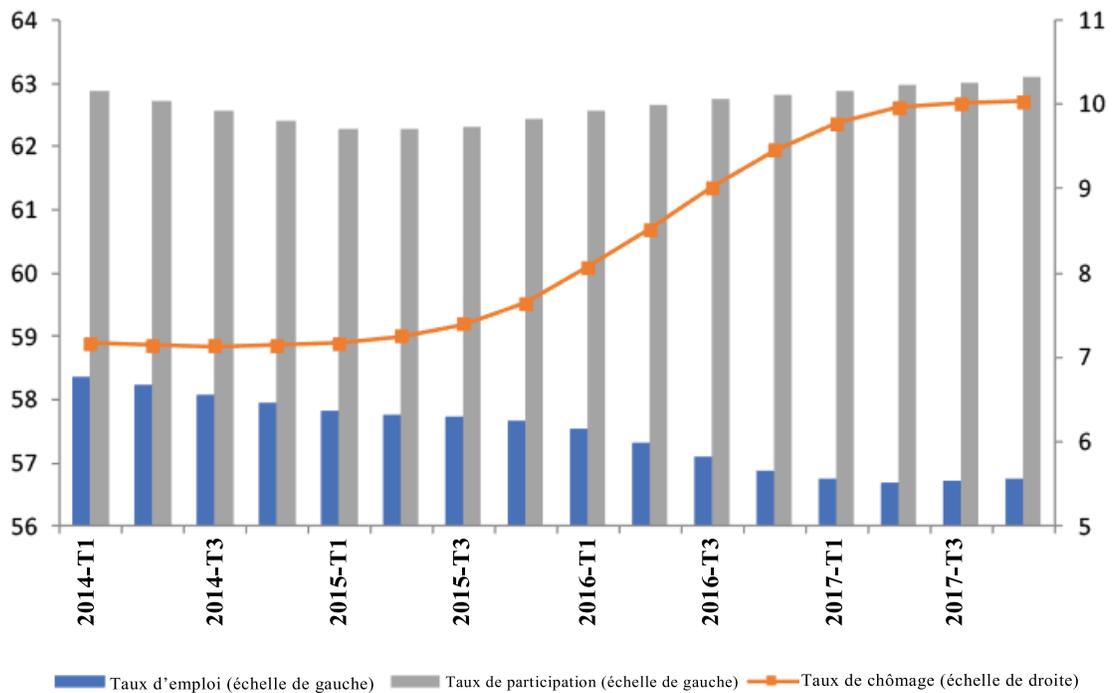
pourcentage et une augmentation de 7 millions du nombre de chômeurs (qui est passé de 15,8 millions à 22,8 millions) dans les zones urbaines entre 2014 et 2017. Au cours de l'année, la détérioration s'est toutefois estompée par rapport à la période correspondante de l'année précédente, et 2018 devrait connaître la première réduction du taux de chômage urbain depuis 2014.

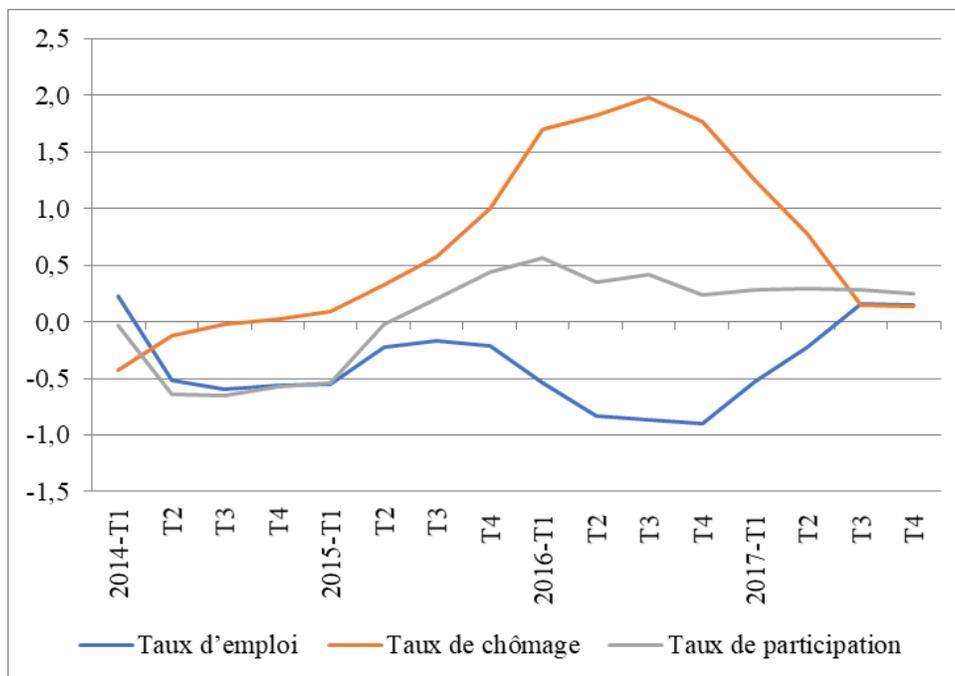
25. Au cours de l'année, dans le contexte de la relance progressive de l'économie de la région, on a assisté à une amélioration tant du taux d'emploi que du taux de chômage. Comme le montre la figure 12, la baisse du taux d'emploi en milieu urbain d'une année sur l'autre s'est progressivement ralentie et une légère amélioration a été enregistrée aux troisième et quatrième trimestres de 2017 par rapport à la même période de l'année précédente. Compte tenu des tendances de la croissance économique observées jusqu'à la fin de 2017 et des prévisions pour 2018, on peut s'attendre à ce que ces deux indicateurs s'améliorent légèrement pendant l'année en cours.

Figure 12

**Amérique latine et Caraïbes (11 pays) : taux de participation, d'emploi et de chômage de la population urbaine, en glissement annuel et en variation d'une année sur l'autre (moyennes pondérées), du premier trimestre de 2014 au quatrième trimestre de 2017<sup>a</sup>**

(En pourcentage et en points de pourcentage)





Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), d'après les chiffres officiels.

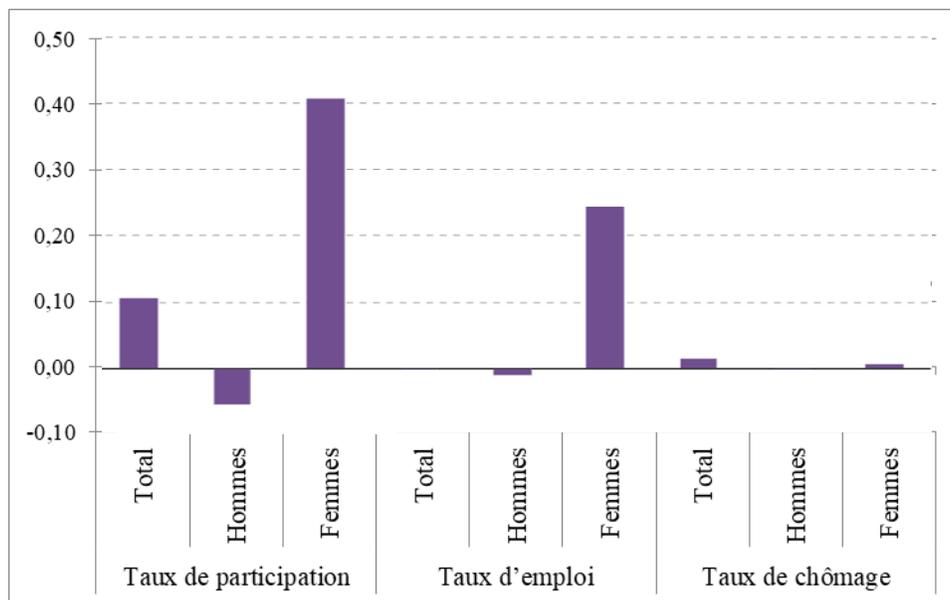
<sup>a</sup> Les pays considérés sont les suivants : Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Équateur, Jamaïque, Mexique, Paraguay, Pérou et Uruguay.

26. Comme en 2016, les résultats de la région pour 2017 ont été fortement influencés par la situation du marché du travail au Brésil. Dans ce pays, bien que la détérioration se soit atténuée au cours de l'année, le taux de chômage annuel moyen est passé de 11,5 % à 12,7 % à l'échelle nationale. La détérioration des indicateurs du marché du travail a néanmoins été relativement répandue dans la région, et particulièrement marquée en Amérique du Sud. Les résultats de l'année ont été légèrement plus favorables dans les Caraïbes et, notablement, au Mexique et en Amérique centrale.

27. Dans la plupart des pays, la participation des femmes au marché du travail a augmenté plus rapidement que leur taux d'emploi, ce qui a entraîné des taux de chômage plus élevés chez les femmes. En revanche, le nombre d'hommes qui ont quitté le marché du travail a fait baisser le taux de chômage visible, alors que le taux d'emploi des hommes est demeuré inchangé (fig. 13). Ainsi, l'écart entre les sexes en ce qui concerne les taux d'emploi et de participation a diminué, mais s'est accentué pour ce qui est du taux de chômage.

Figure 13  
**Amérique latine et Caraïbes (18 pays) : évolution ventilée par sexe, d'une année sur l'autre, des taux de participation, d'emploi et de chômage (valeurs médianes), 2017<sup>a</sup>**

(En points de pourcentage)



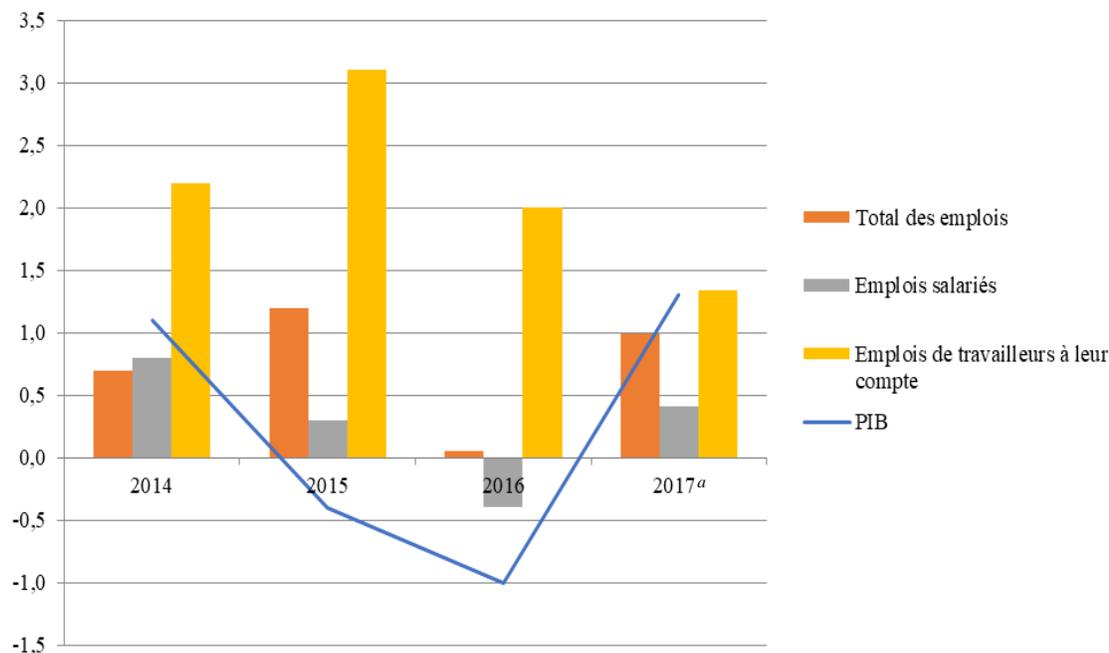
Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), d'après les chiffres officiels.

<sup>a</sup> Les pays considérés sont les suivants : Argentine, Bahamas, Barbade, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Équateur, Guatemala, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Trinité-et-Tobago et Uruguay.

28. Depuis 2013, le nombre de personnes qui travaillent à leur compte a augmenté plus rapidement que celui des salariés, les écarts étant le plus marqués entre 2014 et 2016<sup>3</sup> (fig. 14). Le même phénomène s'est produit en 2017 : malgré un dynamisme modéré des créations d'emplois salariés dans certains pays, le nombre d'emplois créés n'a généralement pas été suffisant pour répondre aux besoins des nouveaux venus sur le marché du travail, et le nombre de personnes travaillant à leur compte a de nouveau augmenté plus rapidement que le nombre de salariés. Cet écart traduit principalement le manque de demande de main-d'œuvre, et donc la création en nombre insuffisant d'emplois salariés dans les entreprises privées et dans le secteur public. Il est aussi le résultat des pressions liées à l'offre de main-d'œuvre, dans la mesure où de nombreux ménages, contraints de trouver des sources de revenus autres que l'emploi salarié, ont dû créer leur propre activité rémunérée, qui ne leur procure qu'un revenu précaire et instable et n'offre aucune protection sociale ; cette augmentation indique donc une dégradation de la qualité moyenne de l'emploi, qui est toutefois moins accentuée que les années précédentes.

<sup>3</sup> En 2013, le nombre de personnes travaillant à leur compte a progressé un peu plus que le nombre de salariés. Les catégories de travail autres que l'emploi salarié n'ont cependant connu qu'une très faible expansion. C'est ainsi que la part des emplois salariés dans l'emploi total a augmenté, confirmant la tendance dominante qui s'était dessinée en 2004.

Figure 14  
**Amérique latine et Caraïbes (12 pays) : évolution de la croissance économique  
 et de la création d'emplois (moyennes pondérées), 2014-2017<sup>a</sup>**



Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), d'après les chiffres officiels.

<sup>a</sup> Les pays considérés sont les suivants : Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Équateur, Guatemala, Mexique, Panama, Paraguay, Pérou et République dominicaine.

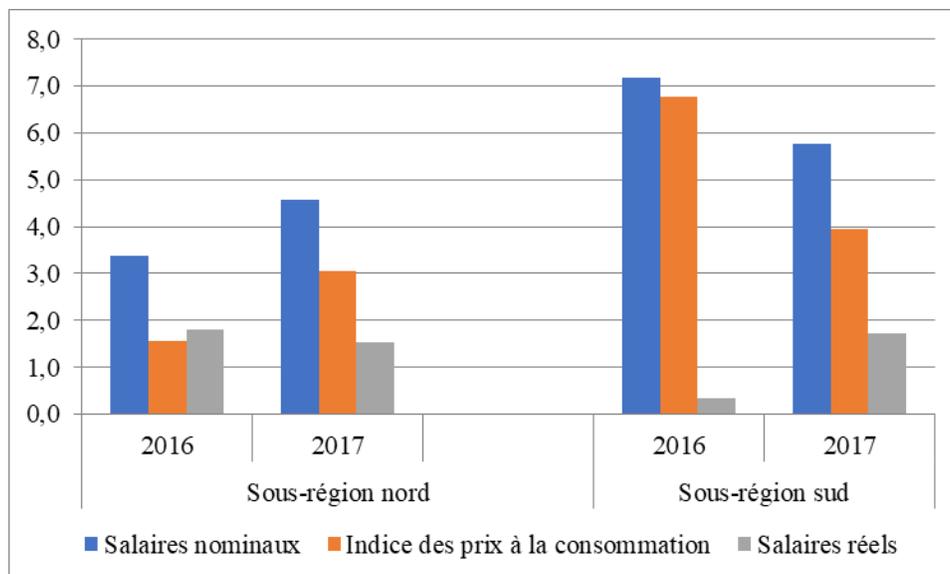
29. Le nombre d'emplois déclarés<sup>4</sup>, utilisé en tant qu'indicateur des emplois formels et emplois de qualité, a évolué conformément aux tendances décrites ci-dessus, à savoir : i) le rythme de création de ce type d'emplois a été faible ; ii) la situation s'est améliorée au cours de l'année ; et iii) les pays du nord de la région ont affiché de meilleurs résultats que les pays d'Amérique du Sud, où le taux de croissance de ce type d'emplois n'a pas dépassé 1 %.

30. L'évolution des salaires réels pour les emplois déclarés a subi l'effet conjugué de la contraction de la demande de main-d'œuvre (et de l'incidence de cette contraction sur les salaires nominaux) et de l'évolution de l'inflation. Comme le montre la figure 15, dans les pays de la sous-région nord, le taux de croissance des salaires nominaux a augmenté, mais l'accélération de l'inflation a provoqué un ralentissement de la croissance des salaires réels par rapport à 2016.

<sup>4</sup> Tiré, dans la plupart des cas, du nombre de personnes cotisant à la sécurité sociale ou à certains de ses éléments.

Figure 15  
**Amérique latine (10 pays) : ventilation des variations annuelles des salaires réels par sous-région, moyenne simple pour 2016 et 2017<sup>a</sup>**

(En pourcentage)



Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), d'après les chiffres officiels.

<sup>a</sup> Les pays considérés sont les suivants : Costa Rica, El Salvador, Mexique et Nicaragua dans la sous-région nord, et Brésil, Chili, Colombie, Paraguay, Pérou et Uruguay dans la sous-région sud.

31. Contrairement à la tendance qui domine dans le nord de la région, la décélération de l'inflation dans les pays d'Amérique du Sud pour lesquels on dispose de chiffres a eu une incidence positive sur les salaires réels qui fait plus que compenser le ralentissement de la croissance des salaires nominaux.

32. Comme les années précédentes, l'évolution des salaires moyens dans la plupart des pays a été favorisée par des politiques salariales visant à garantir des augmentations modestes des salaires minimums en termes réels. Dans 18 pays d'Amérique latine et des Caraïbes, le salaire minimum médian a ainsi augmenté, en termes réels, de 2,7 %.

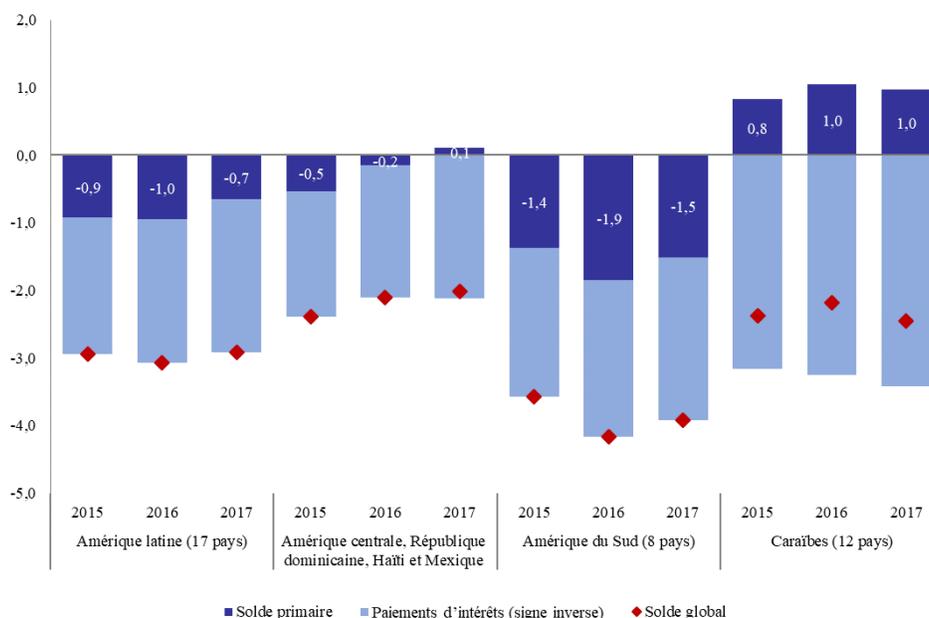
33. En 2018, on s'attend à ce que la reprise de la croissance économique ait une incidence favorable sur l'ensemble de la demande ainsi que sur la création d'emplois et, par conséquent, à ce que le taux d'emploi urbain pour la région augmente légèrement, pour la première fois depuis 2013. Cependant, l'incidence de cette augmentation de la création d'emplois sera limitée, dans la mesure où l'augmentation du taux de participation devrait rester modérée. En conséquence, on prévoit que le taux de chômage urbain dans la région va diminuer légèrement (de 0,2 point de pourcentage), pour s'établir en moyenne à 9,1 % en 2018. Parallèlement, en raison de l'augmentation modeste de la demande de main-d'œuvre et du fait que les taux d'inflation sont généralement maîtrisés, la tendance à la hausse graduelle des salaires réels devrait se poursuivre.

## E. Politique budgétaire

34. En 2017, le déficit primaire des 17 pays d'Amérique latine qui communiquent des renseignements a diminué par rapport à l'année précédente, passant de -1,0 % à -0,7 % du PIB, grâce à un ralentissement des dépenses publiques et aux mesures prises par ces pays pour accroître leurs recettes budgétaires (voir fig. 16). L'augmentation des coûts associés au service de la dette publique a cependant empêché un recul analogue du solde global, lequel s'établissait à -2,9 % du PIB. Compte tenu de ces facteurs, l'ajustement des comptes publics a eu pour effet de réduire à peu près à néant la contribution de la consommation des administrations publiques au PIB, d'après les comptes nationaux correspondants. Toutefois, le solde global varie d'un pays à l'autre et d'une sous-région à l'autre.

Figure 16  
Amérique latine et Caraïbes : soldes globaux et primaires et paiements d'intérêts, 2015-2017<sup>a, b</sup>

(En pourcentage du PIB)



Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), d'après les chiffres officiels.

<sup>a</sup> Moyennes simples. Les chiffres pour 2017 sont provisoires. Les données ne comprennent pas celles de la République bolivarienne du Venezuela ni de l'État plurinational de Bolivie.

<sup>b</sup> Les moyennes indiquées pour les Caraïbes ne comprennent pas de données pour la Dominique, pays qui a dégagé un excédent budgétaire équivalant à 35,1 % de son PIB en 2016 en raison de rentrées inattendues.

35. Les déficits primaires ont diminué pour le groupe composé de l'Amérique centrale, d'Haïti, du Mexique et de la République dominicaine (passant de -0,2 % à -0,1 % du PIB) de même que, pour la première fois en cinq ans, pour les pays d'Amérique du Sud (où il est passé de -1,9 % à -1,5 % du PIB). Les paiements d'intérêts ont cependant augmenté dans ces deux sous-régions, ce qui a atténué la portée de la réduction du déficit global. Un phénomène semblable s'est produit dans les Caraïbes : bien que l'excédent primaire se soit maintenu à 1,0 % du PIB, la hausse

des paiements d'intérêts (de 3,2 % à 3,4 % du PIB) a fait augmenter le déficit total. En moyenne, les paiements d'intérêts dans la région ont représenté 2,3 % du PIB, soit une augmentation de 0,2 point de pourcentage par rapport à 2016.

36. Si la tendance générale en matière de déficits primaires a été plutôt positive, le niveau élevé des déficits primaires en Amérique du Sud et dans certains pays d'Amérique latine ainsi que la tendance haussière dans certains pays des Caraïbes incitent à la prudence pour ce qui est de l'épargne publique primaire dans la région.

37. En décembre 2017, le montant brut de la dette publique des pays d'Amérique latine s'élevait à 38,4 % du PIB, ce qui est un niveau comparable à celui constaté à la fin de 2016. Bien que la moyenne simple de la dette publique n'ait guère changé, le nombre de pays ayant connu une hausse du niveau de leur dette a augmenté ; cette situation a cependant été contrebalancée par une diminution du niveau de la dette dans 7 des 19 pays de la région. Dans bon nombre de pays, l'augmentation du niveau de la dette tient principalement à une augmentation des obligations souveraines émises pour tenter de trouver de nouvelles sources de financement.

38. À l'échelle sous-régionale, le montant brut de la dette publique des pays d'Amérique du Sud a augmenté de 0,8 point de pourcentage pour se situer, en moyenne, à 38,7 % du PIB. Dans le groupe composé des pays d'Amérique centrale, d'Haïti, du Mexique et de la République dominicaine, le niveau d'endettement a reculé de 0,2 point de pourcentage du PIB, pour s'établir en moyenne à 38,0 % de ce dernier. Dans les pays des Caraïbes, au troisième trimestre de 2017, la dette de l'administration centrale s'élevait à 70,9 % du PIB, en baisse de 1,5 point de pourcentage par rapport à son niveau de 2016.

Figure 17

### Amérique latine et Caraïbes : montant brut de la dette des administrations centrales, 2016-2017

(En pourcentage du PIB)

#### A. Amérique latine



## B. Caraïbes



Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), d'après les chiffres officiels.

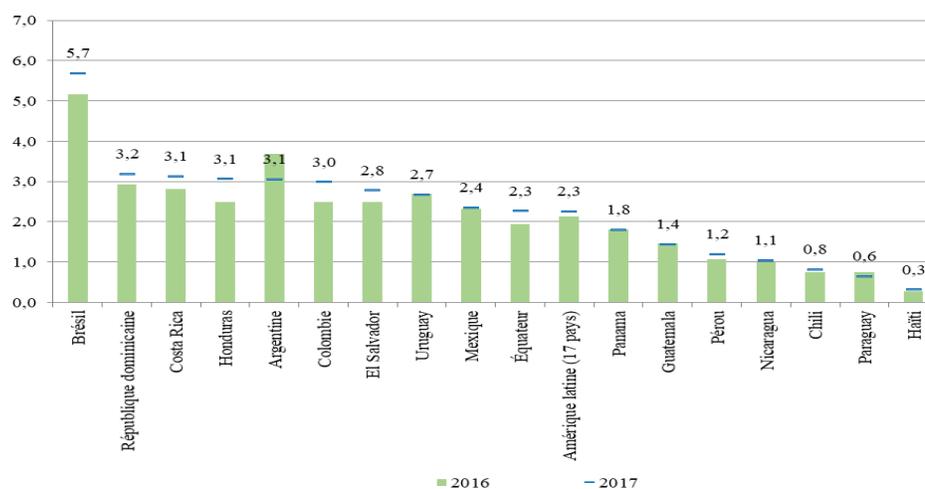
39. Le fait que la dette publique des pays d'Amérique latine soit demeurée relativement stable, même en présence de déficits budgétaires importants et persistants, peut être attribué au renforcement du taux de croissance réel et à l'ajustement rapide de la valeur des actifs (ce qu'on appelle l'effet des stocks et des flux).

Figure 18

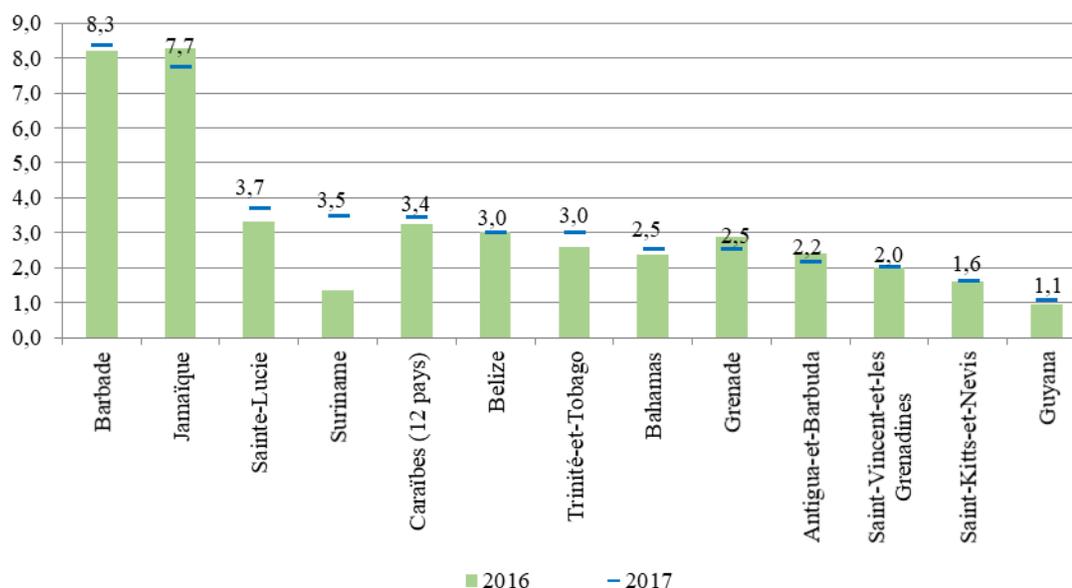
### Amérique latine et Caraïbes : paiements d'intérêts sur le montant brut de la dette publique des administrations centrales, 2017

(En points de pourcentage du PIB)

#### A. Amérique latine



## B. Caraïbes



Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), d'après les chiffres officiels.

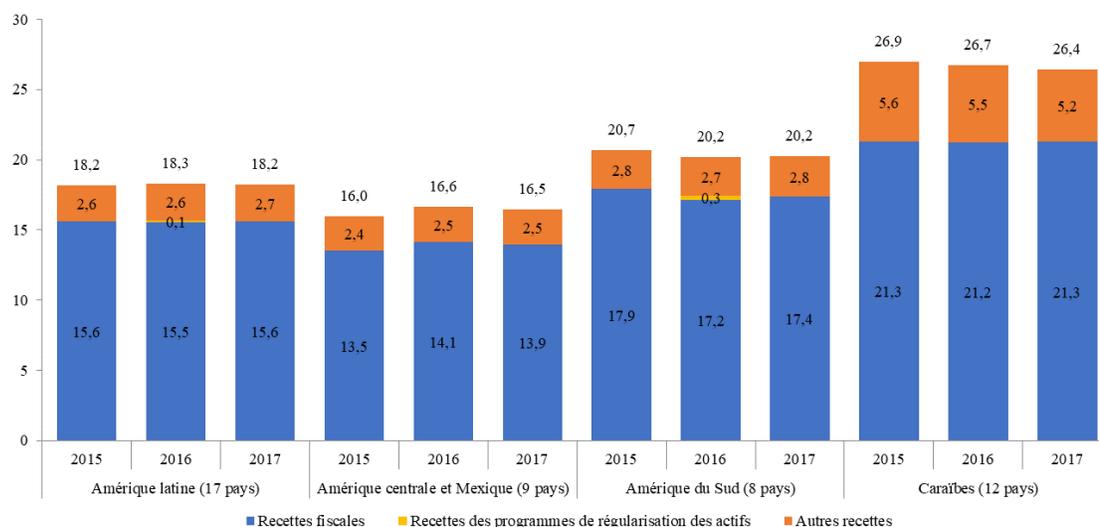
40. En ce qui concerne les recettes fiscales, la situation diffère d'une sous-région à l'autre. La relance de l'activité économique en Amérique du Sud a entraîné une augmentation des recettes fiscales, les revenus de la taxe sur la valeur ajoutée ayant cessé d'accuser des taux de croissance négatifs. En revanche, le taux d'accroissement des recettes provenant de la taxe sur la valeur ajoutée en Amérique centrale, au Mexique et en République dominicaine s'est quelque peu ralenti, notamment en raison de la contraction du taux de croissance du PIB et du repli de la consommation privée, conjugués à l'effet statistique du niveau élevé des valeurs de référence utilisées dans certains pays.

41. Il importe de noter que la pression à la baisse sur les recettes publiques due à la chute brutale des recettes fiscales provenant des matières premières s'est sensiblement allégée en 2017. Le revenu tiré de la production et de la vente d'hydrocarbures dans la région devrait se stabiliser autour de 3,3 % du PIB en moyenne, après des baisses considérables en 2015 et 2016.

42. Les autres recettes, composées essentiellement de recettes non fiscales, de subventions et de dons, sont demeurées assez stables, s'établissant en moyenne à 2,7 % du PIB. Compte tenu de ces tendances, on s'attend à ce que les recettes totales des administrations centrales dans les pays d'Amérique latine soient restées assez stables en 2017, représentant environ 18,2 % du PIB.

Figure 19  
**Pays d'Amérique latine et des Caraïbes : ventilation des recettes  
des administrations centrales, 2015-2017<sup>a</sup>**

(En pourcentage du PIB)



Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), d'après les chiffres officiels.

<sup>a</sup> Moyennes simples. Les données pour 2017 sont provisoires.

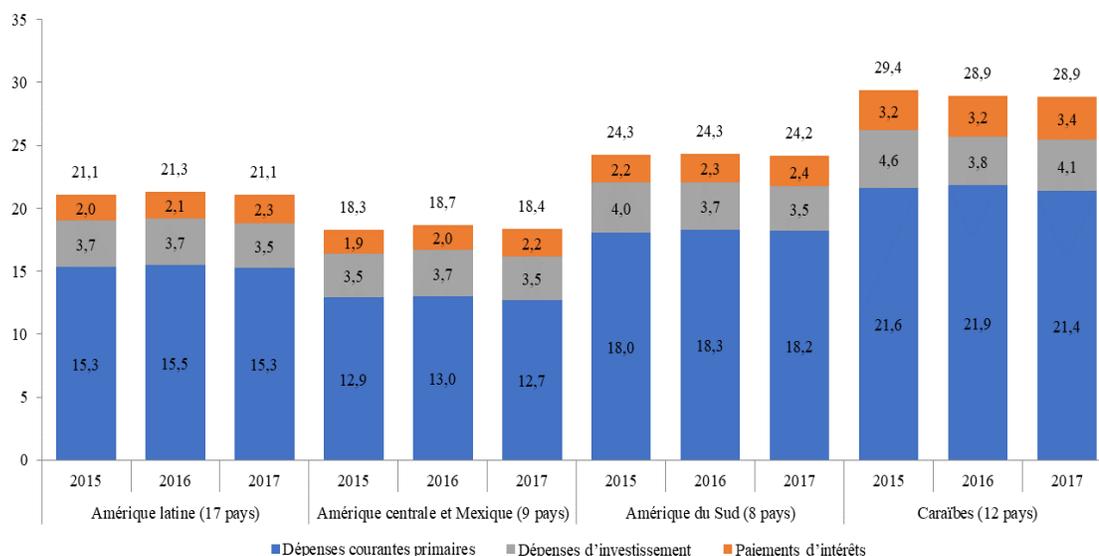
43. La persistance des déficits du secteur public a accru la pression exercée sur les gouvernements de la région pour les amener à adopter des mesures d'assainissement des finances publiques, ce qui a aussi eu pour effet d'attirer l'attention sur la question de la viabilité de la dette publique.

44. Or, ces mesures constituent une gageure dans un contexte de croissance économique relativement faible et dans une région qui reste marquée par des déséquilibres structurels importants. Si, en 2016, le taux de croissance des dépenses primaires totales (qui excluent les paiements d'intérêts) a été considérablement limité, en 2017, les dépenses ont repris dans certains pays, quoiqu'à un rythme plus lent que les années précédentes.

45. Le montant total des dépenses des administrations centrales est resté stable ou a diminué dans toutes les sous-régions et la moyenne de ces dépenses pour l'ensemble de la région, exprimée en pourcentage du PIB, est passée de 21,3 % à 21,1 %. Mais la stabilité apparente du niveau des dépenses de l'État masque une modification de leur composition : la part du service de la dette publique a augmenté (passant de 2,1 % à 2,3 %) alors que les dépenses courantes primaires ont chuté, s'accompagnant d'une contraction analogue des dépenses d'investissement.

Figure 20  
**Pays d'Amérique latine et Caraïbes : ventilation des dépenses totales  
 des administrations centrales, 2015-2017<sup>a</sup>**

(En pourcentage du PIB)



Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), d'après les chiffres officiels.

<sup>a</sup> Moyennes simples. Les données pour 2017 sont provisoires.

## F. Politiques monétaires et politiques de taux de change

46. En 2017, l'inflation a continué de déterminer la marge de manœuvre dont disposaient les autorités monétaires pour stimuler la demande intérieure globale. En Amérique du Sud et dans les pays non hispanophones des Caraïbes, la chute des taux d'inflation a ouvert la voie à des politiques monétaires plus expansionnistes, tandis qu'en Amérique centrale et au Mexique, les politiques monétaires étaient axées sur la maîtrise de la hausse générale des prix.

47. Parmi les économies pour lesquelles les taux directeurs sont le principal instrument de politique monétaire, le Brésil a considérablement baissé ses taux (650 points de base) en 2017, de même que le Chili, la Colombie, le Guatemala, le Paraguay et le Pérou (voir fig. 21).

48. Les baisses des taux directeurs sont intervenues après une série de hausses – appliquées ponctuellement entre 2013 et 2016 – qui visaient à réduire les pressions inflationnistes, en particulier au Brésil et en Colombie, où les taux d'inflation et les prévisions avaient dépassé les objectifs officiels. Après avoir maîtrisé ces pressions, les banques centrales ont pu réduire leurs taux directeurs et tenter, ce faisant, de stimuler la demande globale.

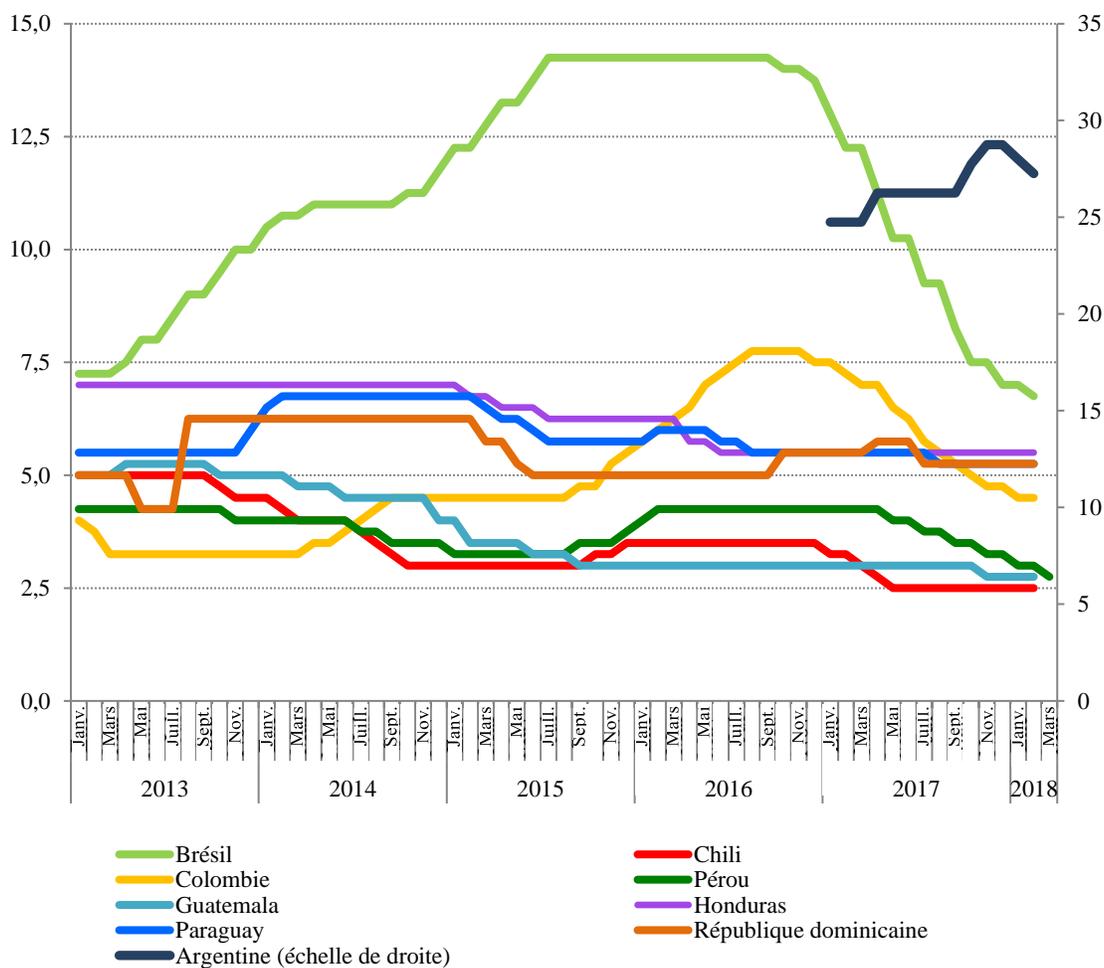
49. À l'inverse, la Banque centrale d'Argentine a augmenté ses taux directeurs de 250 points de base depuis janvier 2016 parce que le taux d'inflation actuel n'est pas conforme à l'objectif, ce qui fait de ce pays la principale exception du groupe.

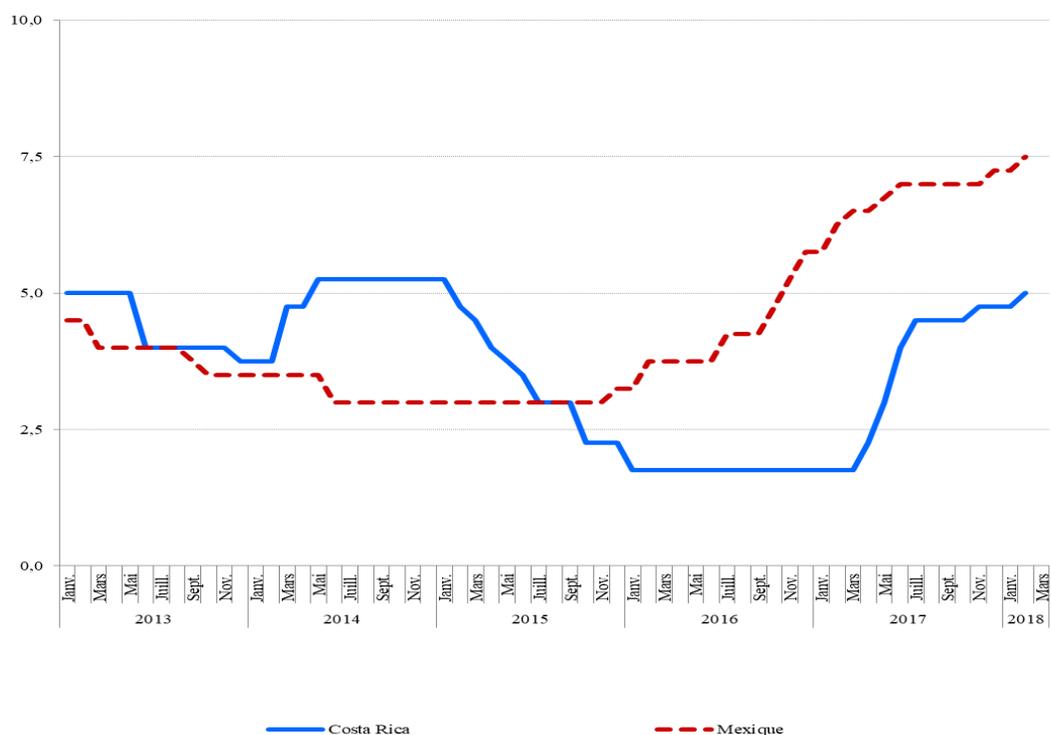
50. En Amérique centrale et au Mexique, les dynamiques sont plus diversifiées. Entre janvier 2016 et mars 2018, les autorités monétaires du Costa Rica et du Mexique ont décidé d'augmenter leurs taux directeurs, respectivement de 325 et de 175 points

de base, pour freiner la hausse de l'inflation et, dans le cas du Mexique, stabiliser le cours du peso.

Figure 21  
**Amérique latine (pays considérés) : évolution des taux directeurs dans les pays où ils sont utilisés comme principal instrument de politique monétaire, de janvier 2013 à mars 2018**

(En pourcentage)



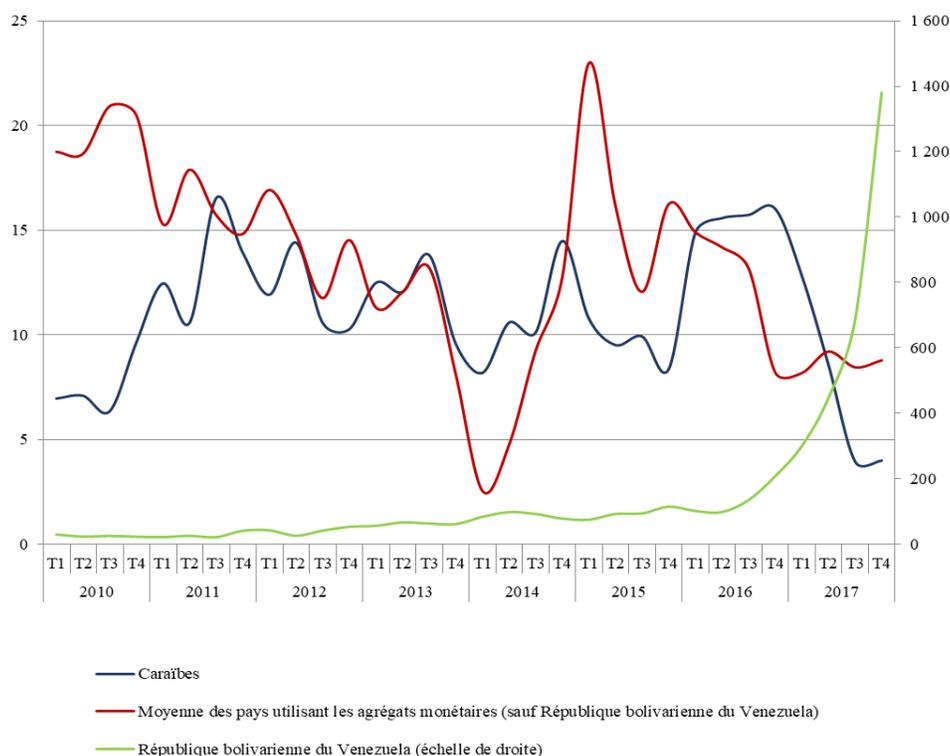


Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), d'après les chiffres officiels.

51. Dans les pays de la région qui utilisent les agrégats monétaires comme principal instrument de politique monétaire, le rythme de croissance de la base monétaire a connu un ralentissement. Dans les économies d'Amérique latine, le taux de croissance moyen de la base monétaire était de 8,5 % entre le troisième trimestre de 2016 et la même période en 2017, ce qui représente une baisse de sept points par rapport à la moyenne calculée pour la période allant du premier trimestre de 2015 au troisième trimestre de 2016. La situation est analogue dans les pays non hispanophones des Caraïbes, où, au cours des deux premiers trimestres de 2017, la croissance de la base monétaire avait perdu quatre points de pourcentage par rapport à 2016. En République bolivarienne du Venezuela, la base monétaire a affiché des taux de croissance de plus de 200 % par trimestre en 2017 et, au quatrième trimestre de cette année, elle s'est élargie de 1 381 %.

Figure 22  
**Amérique latine et Caraïbes (groupes de pays retenus) : évolution de la base monétaire dans les pays où les agrégats sont le principal instrument de politique monétaire, du premier trimestre de 2010 au quatrième trimestre de 2017**

(En pourcentage)



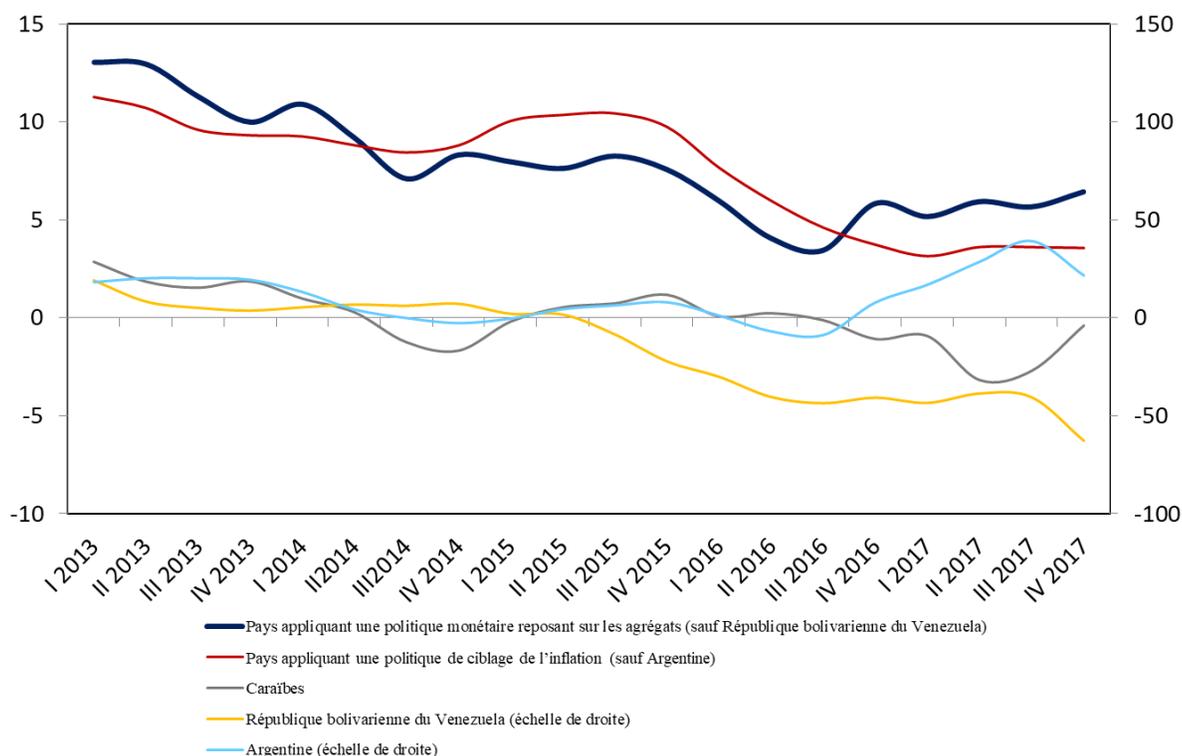
Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), d'après les chiffres officiels.

52. Les taux d'intérêt nominaux des prêts ont chuté dans les différentes sous-régions définies pour les besoins de l'analyse, en moyenne de 20 points de base dans les économies où les taux d'intérêt constituent le principal instrument de politique monétaire et dans les pays non hispanophones des Caraïbes, et de 60 points de base dans les économies qui utilisent les agrégats comme principal instrument de politique monétaire. Parallèlement, bien que les taux débiteurs aient connu une baisse généralisée, la chute de l'inflation dans la région s'est traduite par une augmentation des taux d'intérêt réels.

53. En 2017, à l'exception de la République bolivarienne du Venezuela, les économies d'Amérique latine – tant celles qui utilisent les taux d'intérêt que celles qui utilisent les agrégats comme principal instrument de politique monétaire – ont connu de légères augmentations du taux de croissance du crédit fourni au secteur privé. La contraction du crédit interne s'est poursuivie dans les pays non hispanophones des Caraïbes et les données obtenues pour le deuxième trimestre de 2017 font état d'une baisse de 3,2 % en rythme annuel.

Figure 23  
**Amérique latine et Caraïbes (groupes de pays considérés) : évolution du crédit intérieur fourni au secteur privé, en valeur réelle, du premier trimestre de 2013 au quatrième trimestre de 2017**

(En pourcentage)



Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), d'après les chiffres officiels.

54. Si plusieurs monnaies de la région ont connu des fluctuations importantes en 2016, les variations des taux de change ont été plus modérées en 2017. Cette année-là, c'est le peso argentin qui a connu la plus forte dépréciation (10,2 %) et le peso mexicain qui a connu la plus forte appréciation (-8,6 %).

55. Grâce à des facteurs tels que les espoirs de reprise dans les économies de la région, le rebond des cours des matières premières et une visibilité accrue quant à la normalisation de la politique monétaire dans les pays développés (en particulier européens), les monnaies de la région ont gagné en stabilité.

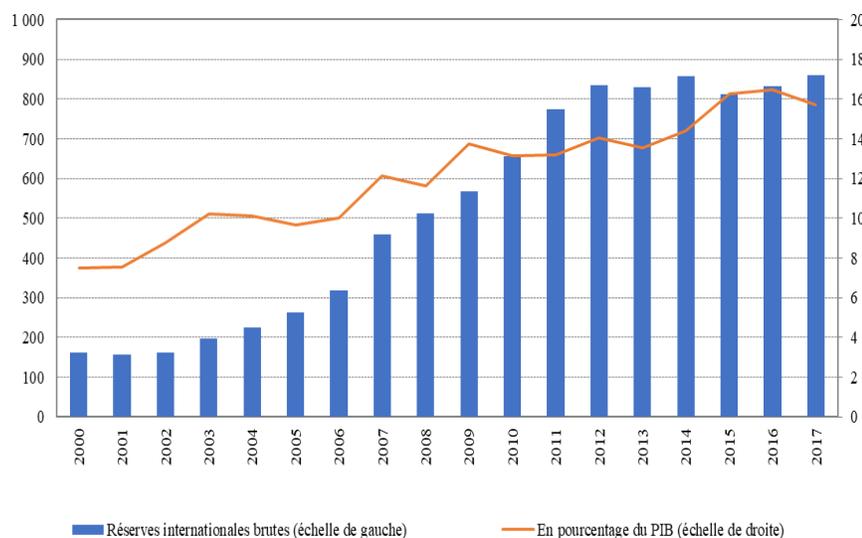
56. Le taux de change effectif réel extrarégional est aussi demeuré relativement stable en 2017 et a conclu l'année sur une appréciation de 0,3 % en valeur réelle pour l'ensemble des économies d'Amérique latine et des Caraïbes, alors qu'il s'était déprécié en 2016. Ce résultat s'explique par l'appréciation enregistrée dans les économies de l'Amérique du Sud (1,1 %), certes inférieure à celle enregistrée en 2016 (8,1 %), mais suffisante pour compenser la dépréciation en valeur réelle affichée par les économies d'Amérique centrale, du Mexique et des pays non hispanophones des Caraïbes.

57. En 2017, les réserves internationales de l'Amérique latine et des Caraïbes ont augmenté de 3,4 % par rapport au total enregistré à la fin de 2016 (voir fig. 24). Cette augmentation correspondait à une accumulation de réserves de 27,87 milliards de

dollars des États-Unis sur l'année, soit environ 8,22 milliards de dollars de plus que la somme accumulée en 2016. Bien que les réserves se soient accrues dans 20 économies, la variation observée globalement dans la région au cours de l'année 2017 s'explique essentiellement par l'accumulation relevée en Argentine (16,28 milliards de dollars) et au Brésil (8,96 milliards).

Figure 24  
**Amérique latine et Caraïbes : réserves internationales, 2000-2017**

(En milliards de dollars et en pourcentage du PIB)



Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), d'après les chiffres officiels. Les chiffres pour 2018 sont des projections.

58. En décembre 2015, la Banque centrale d'Argentine a adopté un régime de taux de change flottant, dans la logique de sa stratégie fondée sur une cible d'inflation, et, en parallèle, elle a instauré une politique d'interventions sur le marché des changes consistant à acheter des devises afin de renforcer la position de ses réserves et de lui donner une plus grande marge de manœuvre pour gérer sa politique de taux de change. Dans le cas du Brésil, ce sont le rendement de ses avoirs de réserve et la rétrocession de titres reçus en pension pour stabiliser le taux de change qui expliquent l'augmentation des réserves.

59. S'agissant du ratio réserves internationales/PIB régional, les données relevées à la fin de 2017 montrent une baisse par rapport à 2016.

## G. Perspectives pour 2018

60. Des facteurs monétaires et la dynamique de croissance mondiale continueront de favoriser le développement des économies de la région en 2018. L'économie mondiale devrait continuer de croître à des taux proches de ceux enregistrés en 2017, et on s'attend à ce que les économies émergentes fassent mieux que les économies avancées. Sur le plan monétaire, les liquidités demeureront disponibles et les taux d'intérêt internationaux resteront bas. Ces perspectives donnent aux pays d'Amérique latine et des Caraïbes une grande marge de manœuvre pour adopter des politiques économiques propres à soutenir la phase d'expansion du cycle économique.

61. Si la situation internationale n'est pas exempte de risques économiques, financiers et géopolitiques susceptibles de mettre en péril la consolidation de la croissance mondiale à moyen terme, il est à prévoir que, selon toute probabilité, le renforcement de la demande extérieure stimulera l'activité économique en Amérique latine et dans les Caraïbes. En outre, la demande intérieure contribuera de façon notable à accélérer la croissance, même si le rythme de celle-ci diffère d'un secteur économique à l'autre. Grâce à la poussée de la formation brute de capital fixe, l'investissement contribuera davantage à l'économie que par le passé. La consommation privée continuera d'entraîner la demande intérieure. Les États de la région devraient poursuivre leurs efforts d'assainissement des finances publiques en 2018 et il est donc improbable que les politiques budgétaires aient une incidence notable sur la croissance du PIB.

62. Selon les estimations, la croissance du PIB pour l'Amérique latine et les Caraïbes sera de 2,2 % en 2018, taux nettement supérieur à celui de 2017 (1,3 %) (voir tableau 1). Cet essor sera notamment dû à une croissance économique plus solide au Brésil (2,2 %). En outre, l'activité économique devrait s'intensifier dans plusieurs pays qui connaissaient une croissance modérée jusqu'à présent, notamment le Chili (3,3 %), la Colombie (2,6 %) et le Pérou (3,5 %). Le Panama sera le pays d'Amérique latine qui connaîtra le plus fort taux de croissance (5,6 %), devant la République dominicaine et le Nicaragua (5 %). À l'exception de Cuba (1,6 %) et de la République bolivarienne du Venezuela (-8,5 %), toutes les autres économies d'Amérique latine jouiront d'un taux de croissance situé entre 2 et 4 %.

63. Au niveau sous-régional, l'Amérique du Sud devrait afficher de meilleures performances en 2018 (2 % en moyenne, contre 0,8 % en 2017). Les pays d'Amérique centrale, Cuba, la République dominicaine et Haïti devraient, selon les projections, atteindre un taux de croissance de 3,6 %, soit un taux supérieur à celui de 2017 (3,3 %). Le taux de croissance moyen des économies anglophones et néerlandophone des Caraïbes est estimé à 1,4 % pour 2018 (contre 0,1 % l'année précédente), stimulé, entre autres, par les dépenses de reconstruction nécessaires après le passage des ouragans Irma et Maria dans certains pays de la sous-région.

Tableau 1  
**Amérique latine et Caraïbes : croissance annuelle du produit intérieur brut (2012-2018)**

(Pourcentages calculés sur la base des prix constants en dollars de 2010)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018 <sup>a</sup>
Argentine	-1,0	2,4	-2,5	2,6	-2,2	2,9	2,5
Bolivie (État plurinational de)	5,1	6,8	5,5	4,9	4,3	3,9	4,0
Brésil	1,9	3,0	0,5	-3,5	-3,5	0,9	2,2
Chili	5,5	4,0	1,9	2,3	1,6	1,5	3,3
Colombie	4,0	4,9	4,4	3,1	2,0	1,8	2,6
Costa Rica	4,8	2,3	3,5	3,6	4,5	3,9	3,4
Cuba	3,0	2,8	1,0	4,3	-0,9	0,5	1,6
Équateur	5,6	4,9	4,0	0,2	-1,5	1,0	2,0
El Salvador	1,9	1,8	1,4	2,3	2,4	2,4	2,4
Guatemala	3,0	3,7	4,2	4,1	3,1	3,2	3,3
Haïti	2,9	4,2	2,8	1,2	1,4	1,3	2,0
Honduras	4,1	2,8	3,1	3,6	3,6	3,9	4,1
Mexique	3,6	1,4	2,8	3,3	2,9	2,2	2,3

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018 <sup>a</sup>
Nicaragua	6,5	4,9	4,8	4,9	4,7	4,9	5,0
Panama	9,2	6,6	6,1	5,8	4,9	5,3	5,6
Paraguay	-1,2	14,0	4,7	3,0	4,0	4,0	4,0
Pérou	6,1	5,9	2,4	3,3	4,0	2,5	3,5
République dominicaine	2,8	4,7	7,6	7,0	6,6	4,9	5,0
Uruguay	3,5	4,6	3,2	0,4	1,5	3,0	3,0
Venezuela (République bolivarienne du)	5,6	1,3	-3,9	-5,7	-9,7	-9,5	-8,5
<b>Total partiel pour l'Amérique latine</b>	<b>2,8</b>	<b>2,9</b>	<b>1,2</b>	<b>-0,2</b>	<b>-0,8</b>	<b>1,3</b>	<b>2,2</b>
Antigua-et-Barbuda	3,5	-0,1	5,1	4,1	5,3	4,5	5,8
Bahamas	3,1	-0,6	-1,2	-3,1	0,2	1,2	2,0
Barbade	0,3	0,0	0,0	0,9	2,0	1,5	0,8
Belize	3,7	0,7	4,1	2,9	-0,5	2,5	2,1
Dominique	-1,1	-0,6	4,4	-2,5	2,6	-8,3	-5,0
Grenade	-1,2	2,4	7,3	6,4	3,7	3,5	2,8
Guyana	4,8	5,2	3,8	3,2	3,3	2,9	3,5
Jamaïque	-0,6	0,5	0,7	1,0	1,4	1,2	1,3
Saint-Kitts-et-Nevis	-0,6	6,2	6,0	4,0	2,2	2,1	4,5
Saint-Vincent-et-les Grenadines	1,4	1,8	1,0	1,8	1,3	0,8	1,9
Sainte-Lucie	0,2	3,4	-0,2	2,0	1,7	2,8	3,6
Suriname	2,7	2,9	0,3	-2,6	-5,1	-0,7	0,7
Trinité-et-Tobago	1,3	1,0	-0,3	1,5	-6,0	-2,3	0,5
<b>Total partiel pour les Caraïbes</b>	<b>1,4</b>	<b>1,0</b>	<b>0,4</b>	<b>0,6</b>	<b>-1,6</b>	<b>0,1</b>	<b>1,4</b>
<b>Amérique latine et Caraïbes</b>	<b>2,8</b>	<b>2,9</b>	<b>1,2</b>	<b>-0,2</b>	<b>-0,8</b>	<b>1,3</b>	<b>2,2</b>
<b>Amérique du Sud (10 pays)</b>	<b>2,5</b>	<b>3,3</b>	<b>0,5</b>	<b>-1,6</b>	<b>-2,3</b>	<b>0,8</b>	<b>2,0</b>
<b>Amérique centrale, Cuba, République dominicaine et Haïti (9 pays)</b>	<b>4,0</b>	<b>3,7</b>	<b>4,0</b>	<b>4,7</b>	<b>3,5</b>	<b>3,3</b>	<b>3,6</b>

Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), d'après les chiffres officiels.

<sup>a</sup> Projections.